

CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2019-2024

ENTRE L'ÉTAT ET L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE



INTRODUCTION

Les agences de l'eau sont des établissements publics de l'État sous la double tutelle des ministères en charge de l'environnement et du budget.

Chaque agence de l'eau, depuis plus de 50 ans, aux côtés des élus et des usagers de l'eau, met en œuvre sur son bassin hydrographique la politique de l'eau définie aux niveaux européen, national et du bassin, en contribuant à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Pour ce faire, l'agence de l'eau établit des programmes pluriannuels d'intervention d'une durée de six ans qui déterminent les domaines et les conditions de son action et prévoient le montant des dépenses et des recettes nécessaires à sa mise en œuvre. L'agence de l'eau Loire-Bretagne a adopté, le 4 octobre 2018, son 11^e programme d'intervention. Les recettes proviennent essentiellement des redevances perçues auprès des personnes publiques ou privées qui portent atteinte à la ressource en eau, altèrent sa qualité ou sa disponibilité. Elles alimentent le budget de l'agence de l'eau et permettent d'attribuer, sous certaines conditions, des aides aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d'actions ou de travaux d'intérêt commun au bassin ou au groupement de bassins, qui contribuent à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, des milieux aquatiques, du milieu marin ou de la biodiversité.

Le présent contrat d'objectifs, découlant du 11^e programme et s'inscrivant dans la même durée, définit les objectifs de l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour la mise en œuvre de l'ensemble de ses missions sur la période 2019-2024 et en fixe les cibles. Une révision est prévue à mi-parcours, au moment de l'adoption du prochain schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027.

Il engage, en accord avec le conseil d'administration, le comité de direction, l'encadrement et l'ensemble du personnel de l'agence.

Un bilan annuel du contrat d'objectifs sera communiqué chaque début d'année au conseil d'administration, à la direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère en charge de l'écologie et à la direction du budget du Ministère en charge des finances, pour synthèse nationale.

CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2019-2024

ENTRE L'ÉTAT ET L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

La Ministre de la Transition écologique et solidaire



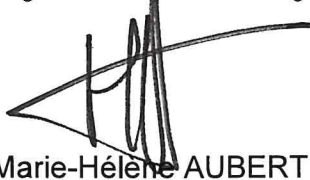
Élisabeth BORNE

La Secrétaire d'État auprès de la Ministre
de la Transition écologique et solidaire



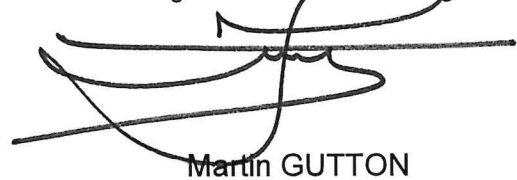
Emmanuelle WARGON

La Présidente du conseil d'administration
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



Marie-Hélène AUBERT

Le Directeur général
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



Martin GUTTON

En présence du président du comité de bassin



Thierry BURLOT

A Paris, au ministère de la Transition écologique et solidaire, le 3 mars 2020



sommaire

BILAN, CONTEXTE ET AXES STRATÉGIQUES	05
OBJECTIFS OPÉRATIONNELS 2019-2024	27
ANNEXES	49

BILAN, CONTEXTE ET AXES STRATÉGIQUES

BILAN, FORCES ET FAIBLESSES

NIVEAU NATIONAL

DES CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2013-2018 DES AGENCES DE L'EAU.

Les contrats d'objectifs et de performance (COP) entre l'État et les agences de l'eau sur la période 2013-2018 ont été synchrones avec les 10^{es} programmes d'intervention de celles-ci. Le document de performance, joint au budget initial, et le rapport de performance, joint au compte financier, reprenaient les mêmes indicateurs et ont servi de support au pilotage stratégique du ministère en charge de l'environnement.

Les enjeux auxquels ont répondu les agences de l'eau ont été redéfinis dans leurs 10^{es} programmes d'intervention. Ils étaient présentés en début des COP et traduits au travers d'orientations stratégiques communes aux six agences, déclinées dans les cinq activités qui constituent le cœur de métier de ces établissements :

- **Gouvernance, planification et international**
- **Connaissance (milieux, pressions)**
- **Pilotage et mise en œuvre des politiques d'intervention**
- **Redevances**
- **Pilotage de l'établissement et fonctions transverses**

Les contrats d'objectifs et de performance 2013-2018 des 6 agences de l'eau dénombrèrent 31 indicateurs nationaux (dont 3 indicateurs de contexte, correspondant à des indicateurs définis et suivis au niveau national mais sans cible associée), contre 46 indicateurs pour les précédents COP. Ces contrats d'objectifs ont également fait l'objet d'une révision à mi-parcours pour réévaluer les cibles 2016-2018, notamment au regard des Sdage et programmes de mesures 2016-2021 déclinant la directive-cadre sur l'eau (DCE), et préciser la définition de certains indicateurs.

L'action du précédent programme d'intervention des agences de l'eau était centrée sur l'atteinte des objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) tels que définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage – 2010-2015 puis 2016-2021). L'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 et de leurs programmes de mesures ont fortement mobilisé les agences de l'eau



dès le début des 10^{es} programmes d'intervention. Ces documents de planification, résolument tournés vers l'action pour l'atteinte du bon état des eaux, s'appuient sur les connaissances acquises au cycle précédent, ainsi que sur la surveillance de l'état des eaux et sur la connaissance des pressions qui s'exercent sur les milieux.

Les actions des agences de l'eau ont ainsi largement contribué à l'atteinte des objectifs des Sdage, avec notamment, 29 160 km de cours d'eau restaurés dans leur continuité écologique, 101 004 ha de zones humides préservées ou restaurées, 4 294 ouvrages rendus franchissables, 474 169 kg de substances dangereuses éliminées et l'augmentation générale de la biodiversité dans les zones humides.

Les agences de l'eau ont également renforcé leurs interventions en faveur de la lutte contre les pollutions diffuses, notamment d'origine agricole, avec, par exemple, près de 842 captages, définis comme prioritaires dans les Sdage, pour lesquels les agences de l'eau ont contribué à l'élaboration et/ou la mise en œuvre d'un programme d'actions. Enfin, les agences de l'eau ont participé à la diminution des pollutions d'origine industrielle ; une réduction de 45 % a ainsi été observée sur six ans.

Ces interventions ont contribué également à l'adaptation au changement climatique. À la suite de l'adoption en 2011 par la France de son premier plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), **les sept bassins métropolitains se sont dotés de plans de bassin d'adaptation au changement climatique**. Ces derniers mettent l'accent sur les enjeux liés à la baisse prévisible des débits des cours d'eau et de la recharge des nappes. Ils encouragent ainsi la sobriété des usages et le recours aux solutions fondées sur la nature, telles que l'aménagement des bassins versants et la restauration des zones humides - pour favoriser l'infiltration de l'eau et le ralentissement dynamique lors de crues - et la désimperméabilisation des territoires urbains denses - pour gérer la pluie à la source et lutter contre les îlots de chaleur urbains. Dans certains cas, des stockages ou des transferts inter-bassins ont néanmoins été subventionnés par les agences de l'eau lorsqu'il s'agissait de concilier usages et milieux, et que les analyses économiques réalisées dans un cadre concerté en démontraient la durabilité.

Pour répondre aux exigences de la directive "eaux résiduaires urbaines" (DERU) déclinées dans les Sdage, des efforts conséquents de mise en conformité des systèmes d'assainissement urbains ont été réalisés. L'accent a ainsi été mis sur la performance épuratoire des stations d'assainissement, la qualité des réseaux et la diminution des rejets polluants par temps de pluie. Le nombre de stations d'épuration restant à mettre en conformité a nettement diminué, passant de 54 fin 2013 à 1 fin 2018. L'assainissement non collectif a également été massivement soutenu en zone rurale (plus de 90 000 installations réhabilitées).

Pour répondre aux engagements européens de la France, les agences de l'eau ont enfin contribué au lancement de la mise en œuvre de la directive cadre "stratégie pour le milieu marin" (DCSMM). Elles ont participé, dans le cadre des secrétariats techniques de façade, à l'élaboration des premiers plans d'actions pour le milieu marin en assurant la cohérence et la complémentarité avec les documents de planification au titre de la DCE. Elles ont également soutenu plus de 200 contrats visant à la lutte contre les pollutions affectant les eaux côtières de transition (contrats de baie, de plage, etc.). **Les agences de l'eau sont ainsi devenues des acteurs incontournables de la préservation des**

milieux littoraux et marins, rôle qu'elles sont amenées à poursuivre et à renforcer pour la période qui s'ouvre dans le cadre de la préparation du second cycle de la DCSMM.

Parallèlement à ces actions fortes en faveur de la reconquête du bon état des eaux et des milieux, **les agences de l'eau ont favorisé le développement de la connaissance de la qualité des eaux et des prélèvements** sur la ressource en eau. Ainsi, fin 2018, plus de 95 % des points de prélèvements d'eau étaient équipés d'instruments de mesure. La connaissance des rejets polluants dans le milieu naturel a également augmenté même si les marges de progrès sont encore fortes : fin 2013, 13,7 % des établissements industriels redevables au titre de la pollution industrielle étaient équipés d'instruments mesurant ces rejets, ils étaient 22,1 % fin 2018.

La connaissance passe aussi par la mise à disposition du public des données environnementales que récoltent les agences de l'eau. Par ce partage d'information de qualité, par la mobilisation du public notamment lors des consultations sur les Sdage, les agences de l'eau ont contribué à la mobilisation citoyenne pour les problématiques environnementales et répondu à cette demande sociétale forte de transparence. Dans cet objectif, **elles ont également financé des actions nombreuses d'éducation et de sensibilisation à la protection de l'environnement, à l'adaptation au changement climatique**.

Toutes ces actions, qu'elles soient liées à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, à l'assainissement domestique, à la réduction des pollutions, à la promotion d'une gestion quantitative durable, concourent au bon état des masses d'eau et des milieux. Ces actions se sont inscrites dans des approches territorialisées qui ont été largement renforcées au cours des 10^{es} programmes. Ainsi, de nombreux contrats ont été passés avec des collectivités territoriales. Des Sage ont été adoptés sur un grand nombre des territoires identifiés au sein des Sdage comme nécessitant l'élaboration ou la mise à jour d'un Sage pour parvenir à l'atteinte des objectifs environnementaux fixés dans le Sdage.

Outre leur soutien à l'élaboration de ces Sage et dans un contexte de réforme territoriale de compétences dans le domaine de l'eau découlant des lois MAPTAM et NOTRe, les agences de l'eau ont soutenu l'émergence de maîtrises d'ouvrage à l'échelle des bassins versants, pour porter les priorités des Sdage et des programmes intervention.

Les synergies avec les autres acteurs (État et collectivités) intervenant dans le champ de l'eau et de la biodiversité ont également été recherchées, et ce afin de coordonner au mieux les différents leviers réglementaires, incitatifs et financiers. La loi de 2016 relative à la biodiversité ayant élargi les missions des agences de l'eau à la mer et à la biodiversité, la coordination a été accrue. C'est notamment le cas avec l'Agence française pour la biodiversité, créée au 1^{er} janvier 2017, et pour laquelle une convention de partenariat a été signée en 2019. C'est aussi le cas avec les Régions, devenues chacune autorité de gestion des fonds européens et cheffe de file « biodiversité ». La mise en place des Agences régionales de la biodiversité, créées par la loi biodiversité du 8 août 2016, permet, dans plusieurs régions, de consolider le partenariat de l'État (services déconcentrés et opérateurs) avec les Régions et de définir une stratégie d'actions partagée. Par ailleurs, les agences de l'eau ont initié en fin de programme des partenariats avec la Caisse des dépôts et consignations (qui seront poursuivis et développés sur l'ensemble des bassins pour les 11^{es} programmes) pour la mise en place pour les collectivités d'une offre plus large d'accompagnement financier.

Enfin et concernant l'articulation avec les services de l'État, dès 2016, les agences de l'eau ont activement contribué à la déclinaison des programmes de mesures des Sdage 2016-2021 en plans d'actions opérationnels territorialisés (PAOT), puis à leur suivi et mise en œuvre dans le cadre des missions inter-services de l'eau et de la nature (MISEN). Ces PAOT sont ainsi amenés à devenir de véritables feuilles de route partagées pour la mise en œuvre des Sdage et de leurs programmes de mesures, avec l'appui des programmes d'intervention des agences de l'eau.

L'ensemble de ces actions a été mené dans un contexte de maîtrise de la pression fiscale pesant sur les citoyens français et les entreprises et de réduction des moyens des agences de l'eau. A missions constantes et même élargies, les agences de l'eau ont su adapter leurs modalités d'action (à travers des efforts d'harmonisation, de simplification, d'externalisation, de dématérialisation)

ainsi que leurs organisations pour faire face à une baisse de plus de 200 ETPT sur l'ensemble de la période 2013-2018. Dans cette optique, la mutualisation inter-agences a été relancée avec force en fin de programme. Un plan d'actions ambitieux de 35 chantiers concernant l'ensemble des activités métiers et supports a été validé en juillet 2018 conjointement par les six directeurs généraux d'agences de l'eau et le directeur de l'eau et de la biodiversité.

Au-delà des résultats en termes de rationalisation des dépenses, c'est le constat positif d'une modernisation générale et d'une efficacité accrue de l'organisation et du fonctionnement des agences de l'eau qu'il convient de souligner. La proportion de redevables contrôlés a cru et l'activité générale de perception des redevances a été consolidée. Les progrès en matière de dématérialisation, avec, notamment, l'augmentation très nette, surtout en fin de programme, des télé-déclarations, ont été conséquents.

Les quatre orientations stratégiques des contrats d'objectifs 2013-2018 des agences de l'eau ont ainsi été pleinement mises en œuvre tout au long des six années.



BILAN, FORCES ET FAIBLESSES

DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2013-2018

DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

NIVEAU BASSIN

L'agence organise la gouvernance de la politique de l'eau

L'agence de l'eau Loire-Bretagne, avec ses partenaires du secrétariat technique de bassin (DREAL et AFB), a préparé dans les délais les instruments de planification (Sdage) et le programme de mesures (Pdm) pour la période de 2016-2021. Elle a mobilisé, à de nombreuses occasions, les acteurs de l'eau pour échanger et se concerter sur les enjeux de l'eau (forums de l'eau, rencontres de l'eau...). Elle a associé largement le public lors des consultations.

Elle a aussi développé une stratégie numérique et ouvert le site internet dédié <https://sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr> en novembre 2016.

En 2018, la 2^e édition du tableau de bord du Sdage a été présentée ainsi que celle du programme de mesures. On observe les points suivants :

- 30 % des cours d'eau sont en bon état et 45 % en état moyen avec une nette amélioration de l'état des cours d'eau pour les paramètres physico-chimiques depuis 2010,
- 20 % des plans d'eau sont en bon état ou très bon état et 55 % en état moyen. L'eutrophisation reste le facteur principal déclassant,
- 63 % des nappes d'eau souterraines sont en bon état. Les causes des déclassements de l'état chimique sont les nitrates et/ou les pesticides,
- 60 % des estuaires et 72 % des eaux côtières sont en bon état. Les déclassements sont dus majoritairement aux marées vertes, aux macro algues, au phytoplancton et à l'indice poissons,
- une amélioration de la connaissance des rejets d'eaux usées par temps de pluie permettant d'améliorer la pertinence de la définition des opérations à mener.

Au quotidien, l'agence de l'eau poursuit son accompagnement dans les départements pour décliner avec les services déconcentrés de l'État, le programme de mesures 2016-2021 en plans d'actions opérationnels territorialisés (PAOT).

Le Sdage, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, est décliné à l'échelle locale en **Sage**. Le bassin compte **55 démarches de Sage** qui couvrent **82 % du territoire**. **A fin 2018, 47 Sage** sont approuvés par un arrêté préfectoral. A ces démarches territoriales, s'ajoutent, fin 2018, **334 contrats territoriaux** en cours qui couvrent plus de 80 % du territoire. Ces contrats répondent aux enjeux de la restauration et de l'entretien des cours d'eau, des pollutions diffuses agricoles, de la préservation des zones humides ou de la gestion quantitative.

Depuis 2017, l'agence de l'eau a démarré les travaux sur le troisième cycle de la DCE (2022-2027) avec notamment l'organisation de la consultation du public sur les questions importantes pour le bassin et la mise à jour de l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne pour le prochain Sdage.

Le comité de bassin Loire-Bretagne a adopté le 26 avril 2018 un **plan d'adaptation au changement climatique**, qui identifie des enjeux forts ainsi que des leviers d'actions. Le plan invite les acteurs des territoires à décliner ce plan d'adaptation, à leur échelle, en menant des approches systémiques et transversales, adaptées à leurs enjeux. Elle les mobilise aussi, en les incitant à signer une charte d'engagement adoptée le 5 juillet 2018 par le comité de bassin.

Riche d'une **façade littorale** importante (40 % du littoral métropolitain) sur deux sous-régions marines, mers Celtiques et golfe de Gascogne, l'agence de l'eau met en œuvre la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM).

Les travaux de la commission « Inondations-plan Loire » du comité de bassin ont porté sur le plan de gestion des risques d'inondations et ses déclinaisons locales (stratégie de gestion des risques d'inondation) et sur certains plans d'action pour la prévention des inondations.

L'agence de l'eau finance et développe la connaissance.

Le programme de surveillance 2016-2021 mis en place en janvier 2016 fait l'objet chaque année de nombreux échanges avec les différents acteurs locaux afin de permettre une coordination optimale.

L'agence consacre plusieurs millions d'euros par an aux prélèvements, analyses physicochimiques et aux mesures biologiques. Elle apporte aussi son concours financier à des maîtres d'ouvrage de Sage ou de contrats territoriaux, à des réseaux locaux (départementaux ou régionaux ou thématiques) ainsi qu'à l'Ifremer et à d'autres structures expertes sur les masses d'eau littorales. Par an, l'agence a dépensé 9 millions d'euros de « dépenses liées¹ » et 5 millions d'euros sous forme d'aides.

- Plus de 35 millions de résultats de mesures bancarisés dans la banque des données issues des réseaux de surveillance des cours d'eau et plans d'eau du bassin (Naiades).
- 420 stations de mesures sur les cours d'eau, 350 pour les eaux souterraines, 14 pour les plans d'eau, 25 sur les eaux côtières et 16 pour les estuaires constituent le réseau de contrôle de surveillance.
- Près de 99 % des points de prélèvements d'eau sont équipés d'un instrument de mesure.
- Les rejets de 22 % des industriels font l'objet d'un suivi régulier (SRR).
- Le nombre de masses d'eau évaluées avec des mesures milieu a été multiplié par 2 depuis 2006.

L'agence de l'eau a aussi développé plusieurs actions visant à consolider la qualité des données (audits de terrain plus nombreux, audits sur les données, expertises spécifiques sur les prestations en biologie, consultations des partenaires en région pour qualifier les données).

Ces données sont **mises à la disposition du public** (7 800 visites sur nos sites en 2018). Des outils cartographiques ont été développés et de nombreuses publications ont été réalisées.

L'agence de l'eau confirme sa politique d'évaluation de l'efficacité de ses politiques d'aides financières

Ainsi ont été évalués, au cours du précédent contrat d'objectifs plusieurs thèmes : les opérations collectives, la politique foncière, la cohérence du 10^e programme d'intervention, le contrat territorial ou encore l'accompagnement des Sage... Ces évaluations ont contribué à la préparation du 11^e programme d'intervention.

Les politiques d'interventions de l'agence de l'eau

- Pour la prévention de la dégradation de la qualité de l'eau par les pollutions diffuses :
 - La majorité des gros projets structurants en matière de production et de sécurisation de l'eau potable sont achevés en milieu urbain, à quelques exceptions près.

Le taux d'équipement rural en traitement (neutralisation, désinfection) et sécurisation locale est encore faible. La priorité a été accordée aux mesures préventives de protection de la ressource (PPC) et aux économies d'eau.

- Sur la durée du 10^e programme, on a observé une bonne dynamique territoriale sur les aires d'alimentation de captages prioritaires présentant une problématique avérée de pollutions diffuses.
- Dans l'ouest du bassin, les teneurs en nitrates des cours d'eau se sont améliorées depuis une dizaine d'années. Les aides attribuées aux agriculteurs depuis plus de 20 ans et les évolutions réglementaires portent leurs fruits.
- Un soutien croissant a été consacré aux actions d'accompagnement collectif et individuel des agriculteurs.
- Une dynamique pour la contractualisation en mesures agro-environnementales et climatiques, et la conversion en agriculture biologique est à l'œuvre.
- A l'issue du premier plan gouvernemental algues vertes, un second plan a été signé pour les années 2017-2021. L'agence finance les actions menées dans les 8 contrats territoriaux associés au plan « algues vertes », et notamment les conseils individuels et les mesures agro-environnementales et climatiques.

- Pour la restauration de la continuité écologique et la préservation des zones humides :

- L'intervention de l'agence a été renforcée en matière de restauration de zones humides. Elle a dépassé ses objectifs d'entretien, de restauration avec près de 28 000 ha. Elle a contribué à l'acquisition de zones humides avec un peu plus de 4 500 ha sur la durée du 10^e programme.
- En lien avec la promulgation de la loi « biodiversité », l'agence a lancé deux appels à projets pour la biodiversité pour une somme de 5,9 millions d'euros correspondant à 102 projets acceptés.
- L'agence apporte aides et expertises pour la restauration de la continuité écologique. Au cours du 10^e programme, la politique de restauration de la continuité écologique s'est affirmée avec 1 263 ouvrages rendus franchissables. Malgré certaines oppositions, cette importante politique progresse.
- Plus de 22 000 km de cours d'eau ont été restaurés et entretenus dont la moitié pour la restauration. Au cours du programme, les travaux se sont orientés vers des opérations plus structurantes et vers la restauration de la morphologie des cours d'eau.
- Le plan Loire s'est poursuivi dans le cadre de la stratégie 2035 pour le bassin de la Loire, examinée par la Commission Inondations-plan Loire. Il a reçu un avis favorable du comité de bassin réuni le 11 décembre 2014.

¹ • Dépenses liées : dépenses sous forme de subvention de l'enveloppe des interventions sans être pour autant des aides. Ce sont des dépenses liées aux missions de l'agence : dépenses d'acquisition et de valorisation des données pour le métier de la connaissance, rémunération des distributeurs d'eau et contrôles de redevances pour le métier des redevances etc.

- Pour la prévention de la dégradation de la qualité de l'eau par les pollutions :

- Toutes les collectivités du bassin Loire-Bretagne ont achevé leurs travaux de mise en conformité vis-à-vis de la directive ERU depuis le 31/12/2015. 2 780 systèmes d'assainissement sur le bassin Loire-Bretagne étaient classés prioritaires au titre du 10^e programme (37 %).
- L'agence est solidaire des territoires ruraux. Les communes rurales représentent 80 % du territoire et 50 % de la population. Sur ces territoires, elle a accordé près de 400 millions d'euros d'aide au titre du programme solidarité urbain rural et autant dans le cadre des contrats et interventions classiques.
- L'assainissement non collectif a occupé une place importante au 10^e programme. C'est ainsi que 22 950 dispositifs ont été réhabilités alors que la cible amendée lors de la révision de 2016 était de seulement 17 000.
- Dans le domaine de l'industrie, des travaux ont permis d'améliorer la qualité des rejets au milieu naturel.

- Pour la protection des eaux côtières et des milieux littoraux :

La dynamique est en place avec en particulier la signature d'accords de programmation sur les usages sensibles baignade/conchyliculture/pêche à pied, ainsi que le renouvellement en 2017 des 8 contrats territoriaux du « plan gouvernemental algues vertes 2 ». Les communes littorales ont poursuivi la mise en œuvre d'actions sur le volet assainissement : restructuration ou création de stations d'épuration, fiabilisation de postes de refoulement, mise en place d'équipement d'auto surveillance, etc. Ce champ d'intervention reste le cœur des investissements aidés par l'agence de l'eau Loire-Bretagne sur la frange littorale dans un objectif de reconquête de la qualité microbiologique des eaux estuariennes et côtières, en particulier sur le littoral breton marqué par de nombreux sites déclassés (baignade, conchyliculture et pêche à pied) encore nombreux.

- Pour la promotion d'une gestion quantitative durable de la ressource en eau :

Les économies d'eau (usages domestiques et économiques) ainsi que la restauration d'une gestion équilibrée de la ressource (satisfaction des besoins des milieux naturels) s'inscrivent dans les objectifs du plan d'adaptation au changement climatique. Les demandes d'aide en faveur des collectivités relatives à la gestion patrimoniale ont été en augmentation constante. Les opérations d'économie d'eau consommée sont néanmoins en baisse tandis que la mobilisation de ressources (forages) reste stable. Pour l'irrigation, l'agence a accompagné l'émergence de 5 projets collectifs de construction de réserves de substitution. Ce sont des projets inscrits dans des contrats territoriaux de gestion quantitative (CTGQ) qui combinent des actions ambitieuses d'économie d'eau et de reconquête de la qualité des eaux avec la création de réserves de substitution. Les CTGQ ont été élaborés dans les zones de répartition des eaux, secteurs prioritaires du Sdage et concernent 1 300 agriculteurs irrigants, répartis dans 400 communes.

L'agence se modernise et applique les orientations gouvernementales

- 97 % des redevables ont télé-déclaré en 2018. La dématérialisation concerne tout aussi bien les achats que la chaîne comptable. Pour les aides, le projet a été lancé en 2018.
- Les autorisations du 10^e programme ont toutes été consommées. L'agence a reporté 105 dossiers sur 2019 pour un montant d'aides de 26 millions d'euros. Le niveau du fonds de roulement s'établit à 2,4 mois de dépenses fin 2018.
- L'agence contribue aux projets mutualisés des six agences de l'eau.
- Sur la période, l'agence a réduit de plus de 20 % les dépenses de fonctionnement courantes. Elle a développé la visio-conférence, la dématérialisation et les achats mutualisés.
- En matière de ressources humaines, l'agence de l'eau a atteint ses objectifs en termes de taux de féminisation des emplois d'encadrement et du taux d'emploi des personnes handicapées. Plus d'un tiers du personnel a été mobile sur 2013-2018. Elle a également réduit ses effectifs conformément à la cible fixée par la tutelle (9 %).

Nos contraintes:

- Des ressources humaines en diminution quantitative de 30 ETPT entre fin 2012 et fin 2018, conformément au schéma d'emploi quinquennal.
- L'agence de l'eau Loire-Bretagne est celle dont la capacité d'intervention est la plus faible au regard de la superficie et de la population du bassin.
- En rapport avec les objectifs de la DCE (Sdage, programme de mesures, programme de surveillance), on observe une lente augmentation de la part des masses d'eau en bon état, le principal frein étant lié à la qualité insuffisante de leur état écologique.

Nos forces :

- La haute technicité des agents et les savoirs-faire en matière de planification, de traitement et de valorisation des données, de l'instruction des demandes de subvention, de communication, de calcul de redevances ou sur les métiers support comme l'informatique, sont notre premier atout.
- L'agence dispose d'un savoir-faire en matière de contractualisation, d'une bonne capacité de mobilisation des acteurs et d'une implantation forte sur le terrain avec ses cinq délégations.
- En matière de connaissance, l'agence finance des réseaux de mesure et dispose de données importantes. Un état des eaux est réalisé annuellement et le taux de connaissance des masses d'eau est élevé (86 %).
- La qualité de service a été développée notamment en s'appuyant sur la communication numérique et la dématérialisation.
- L'évaluation des actions financées et les contrôles de conformité permettent de vérifier l'efficacité des financements de l'agence.
- L'agence a mis en place un pilotage par objectifs.
- La certification qualité ISO 9001 et les missions de contrôles interne et externe soutiennent ce pilotage.



CONTEXTE NATIONAL NIVEAU NATIONAL ET PRIORITÉS COMMUNES DES POUVOIRS PUBLICS ENVERS LES 6 AGENCES DE L'EAU

CONTEXTE

Le changement climatique et l'érosion de la biodiversité appellent plus que jamais à des changements de nos modes de production et de consommation. Ils nécessitent en premier lieu une gestion plus durable de nos ressources naturelles, au premier rang desquelles la ressource en eau, dont la quantité et la qualité doivent être reconquises et/ou préservées.

L'organisation actuelle de gestion décentralisée et concertée des politiques de l'eau à l'échelle des bassins hydrographiques joue un rôle fondamental pour répondre à ces enjeux. Ce modèle a fait ses preuves et, à ce titre, s'est vu exporter à travers le monde. Le comité de bassin est le lieu de débat et de définition des grands axes de la politique de gestion de la ressource en eau et de protection des milieux aquatiques à l'échelle du bassin, dans le cadre de la politique nationale. Il regroupe les différents acteurs, publics et privés, du domaine de l'eau.

La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a consacré le rapprochement des différents opérateurs de l'eau et de la biodiversité en élargissant les missions et les sources de financement potentielles des agences de l'eau. C'est dans cet esprit que les agences de l'eau doivent rechercher les meilleures complémentarités avec les opérateurs que sont l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) appelés à se fondre en un opérateur unique (l'Office français de la biodiversité) au 1^{er} janvier 2020, opérateurs qu'elles financent désormais pour une très large part.

L'article 46 de la loi de finances pour 2012 plafonne les redevances encaissées dans l'année. Au 1^{er} janvier 2019, ce montant est fixé à 2 105 millions d'euros, soit un produit global prévisionnel sur la période du 11^e programme de 12,63 milliards d'euros, montant intermédiaire par rapport à celui des deux programmes précédents : 13,6 milliards d'euros pour le 10^e programme (2013-2018) et 11,4 milliards d'euros pour le 9^e programme (2007-2012). Comme d'autres opérateurs, les agences de l'eau participent ainsi à l'objectif de maîtrise des dépenses publiques et de limitation de la pression fiscale qui pèse sur les ménages et les entreprises. Il est à noter que la principale redevance des agences de l'eau, la redevance pour pollution domestique qui génère 1,4 milliard d'euros par an, sera réformée au cours du 11^e programme pour mieux prendre en compte le principe pollueur-payeur ; en parallèle, les primes pour performance épuratoire seront supprimées.

Les dépenses d'intervention de chaque agence de l'eau sur six ans sont plafonnées par l'arrêté interministériel de dépenses en date du 13 mars 2019 pour des maxima cumulés s'élevant à 12,517 milliards d'euros. À ce plafond d'autorisations d'engagement s'ajoute un plafond d'avances remboursables pour des maxima cumulés de 0,948 milliard d'euros.

Les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) de 2014 et 2015 ont confié la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) aux intercommunalités, avec une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Les agences de l'eau poursuivront l'accompagnement, initié lors des 10^{es} programmes, des collectivités concernées pour qu'elles se

structurent et mettent en œuvre les actions nécessaires à la restauration et à la préservation des milieux aquatiques en privilégiant une approche intégrée à l'échelle des bassins versants et en synergie avec les enjeux de prévention des risques d'inondation.

La réforme territoriale concerne également les compétences des collectivités « eau potable et assainissement » en visant une rationalisation de l'exercice de ces compétences à l'échelle supra-communale. Là encore, les agences de l'eau poursuivront leur accompagnement des collectivités dans cette évolution majeure, pour notamment les aider à améliorer la connaissance de leur patrimoine et à mettre en place une gestion durable de leurs équipements.

Ce transfert de l'ensemble de ces compétences entraîne pour les agences de l'eau un changement majeur de leurs interlocuteurs usuels, dont le nombre va être progressivement réduit et dont les capacités techniques et financières devraient être accrues.

PRIORITÉS DES POUVOIRS PUBLICS

I. Préambule

Les priorités d'intervention financière des agences de l'eau pour les 11^{es} programmes d'intervention ont été fixées par lettres du ministre d'État adressées aux présidents des comités de bassin en date du 28 novembre 2017 et du 27 juillet 2018.

L'atteinte du bon état des masses d'eau et du bon état des eaux littorales reste l'objectif principal et le sens de l'action des agences de l'eau. Cet objectif répond aux directives européennes qui en définissent les principes : directive cadre sur l'eau (DCE) et directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM).

Plus largement, les priorités et objectifs des 11^{es} programmes d'intervention s'inscrivent dans une logique forte de transition écologique et solidaire. Ils répondent ainsi aux deux grandes orientations suivantes du Gouvernement :

- d'une part la poursuite des interventions sur les actions de connaissance, de planification, de gouvernance et le recentrage des actions en faveur de l'eau potable et l'assainissement dans une logique de solidarité territoriale

vis-à-vis principalement des territoires ruraux fragiles, - d'autre part la poursuite et le renforcement des interventions en faveur de l'adaptation au changement climatique, de la reconquête de la biodiversité et de la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

Dans ce domaine, la meilleure articulation possible sera recherchée avec d'une part, le plan national d'adaptation au changement climatique, décliné au sein de chaque bassin par des plans de bassin d'adaptation au changement climatique, et d'autre part, avec la stratégie nationale pour la biodiversité et le plan biodiversité, adopté en juillet 2018. À l'inverse, les agences de l'eau ont été invitées à réduire voire à arrêter leurs aides aux mesures les moins efficaces, qui traitent les conséquences et non les causes des atteintes à la ressource en eau et aux milieux aquatiques, qui n'incitent pas à un changement durable de pratiques ou qui répondent à des obligations réglementaires strictes et désormais anciennes. La sélectivité des interventions est donc renforcée avec les 11^{es} programmes d'intervention. La contractualisation avec des collectivités sera encore confortée et amplifiée. Les interventions soutiendront ainsi prioritairement les porteurs de projets s'inscrivant dans des contrats territoriaux ou résultant d'appels à projets.

De même, la meilleure articulation possible avec l'action des services de l'État et des autres établissements publics, au premier rang desquels l'Office français de la biodiversité, établissement issu du rapprochement de l'AFB et de l'ONCFS, sera systématiquement recherchée ; et ce afin de rendre complémentaires les outils incitatifs (financiers, conseil réglementaire, accompagnement technique), et régaliens portés par les uns et les autres. Dans le domaine de la biodiversité plus particulièrement, cette articulation se traduira notamment par la participation active des agences de l'eau aux instances de gouvernance régionale que sont les comités régionaux de la biodiversité et les agences régionales de la biodiversité lorsqu'elles existent.

> AXE STRATÉGIQUE 1 : Renforcer les partenariats avec les acteurs locaux et les collectivités territoriales dans une logique de contractualisation et poursuivre les synergies existantes avec les services de l'État et les autres opérateurs de l'eau et de la biodiversité, notamment le futur Office français de la biodiversité, afin d'accroître l'efficacité de l'action collective au service de la reconquête du bon état des masses d'eau et de la restauration et préservation des écosystèmes.

II. Renforcement des interventions en faveur de la reconquête du bon état des masses d'eau et de la reconquête de la biodiversité (aquatique, terrestre et marine)

Les comités de bassin adopteront fin 2021 leurs Sdage mis à jour et leurs programmes de mesures associés pour la période 2022-2027. C'est le 3^e cycle et le dernier prévu par la DCE pour atteindre les objectifs de bon état des masses d'eau. Si les progrès accomplis sont indéniables, comme le démontre l'amélioration notable d'un certain nombre d'éléments de qualité, ces progrès transparaissent peu dans l'évaluation du bon état écologique, du fait de la règle de l'élément déclassant. L'enjeu des prochains Sdage et de leurs programmes de mesures sera donc de définir des objectifs ambitieux pour maintenir la mobilisation et poursuivre la tendance positive engagée, tout en étant plus réalistes au regard des freins d'ordre biologique, financier, sociétal ou organisationnel rencontrés. Pour remplir cet objectif, les moyens d'intervention des 11^{es} programmes des agences de l'eau seront ciblés préférentiellement sur les actions inscrites dans les plans d'actions opérationnels territorialisés (PAOT) définis au sein des missions inter-services de l'eau et de la nature (MISEN), en articulation avec l'action régaliennne.

Concernant la gestion quantitative de la ressource, les agences de l'eau concentreront leurs interventions dans les zones où les déséquilibres quantitatifs actuels ou à venir (dans un objectif d'adaptation au changement climatique) sont les plus forts et sur des investissements ayant le meilleur ratio coût/efficacité dans le cadre de projets territoriaux de gestion de l'eau concertés.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan biodiversité, les agences de l'eau sont amenées à renforcer leurs interventions contribuant à la lutte contre l'artificialisation des sols, notamment sur la désimperméabilisation. Par ailleurs, elles se mobiliseront particulièrement dans la poursuite des actions déjà engagées, dans le financement des solutions fondées sur la nature, qui visent le développement d'écosystèmes sains, résilients, fonctionnels et diversifiés. Elles accompagneront notamment la restauration de cours d'eau et de zones humides et certaines opérations des plans nationaux d'actions sur les espèces aquatiques emblématiques.

Dans le domaine agricole, l'augmentation de la redevance pour pollutions diffuses aura pour corollaire le renforcement du financement des agences de l'eau en faveur de l'agriculture biologique. Les agences de l'eau contribueront, en lien avec ces priorités, au financement de certains projets issus de démarches territoriales, tels les Territoires engagés pour la nature (TEN), ou d'expérimentations. Elles participeront ainsi à la mise en œuvre des paiements pour services environnementaux (PSE) en cours de définition (et dans le cadre d'un régime d'aides d'État en cours de notification par le MTES).

Enfin, dans le cadre des futurs plans de réduction de l'apport de macro-déchets et micro-plastiques à la mer dont l'élaboration est prévue pour chaque bassin hydrographique, les agences de l'eau seront amenées à contribuer à l'expérimentation de dispositifs de récupération des déchets plastiques issus des systèmes d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales), conformément à l'action 18 du plan biodiversité.

L'information et la sensibilisation facilitent la compréhension et l'appropriation, par le public et les acteurs, des principaux enjeux et actions à mettre en œuvre. La participation aux concertations et consultations sur le Sdage facilite également l'adhésion aux décisions prises.

> AXE STRATÉGIQUE 2 : Agir pour améliorer l'état des eaux et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, humides et marins côtiers dans le cadre des 11^{es} programmes d'intervention en priorisant et en ciblant les actions les plus efficaces, pour atteindre les objectifs des directives cadre sur l'eau et stratégie pour le milieu marin et contribuer à l'adaptation des territoires au changement climatique et à la reconquête de la biodiversité et à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

III. Recentrage des interventions en faveur de l'eau potable et de l'assainissement sur les territoires en difficulté et projets à enjeux

Concernant l'eau potable et l'assainissement et dans la poursuite des missions déjà menées depuis de nombreuses années au titre de la solidarité urbain-rural, les agences de l'eau renforceront l'accompagnement financier des collectivités en difficulté structurelle, parce que situées en zones de faible densité de population et de faible potentiel fiscal (les zones de revitalisation rurale en proposent un zonage adapté pour la plupart des bassins) et pour lesquelles un juste prix de l'eau ne permet pas de faire face aux besoins d'investissement ou de renouvellement de leurs équipements. Les agences de l'eau aideront par ailleurs les collectivités à acquérir une connaissance précise de leur patrimoine, élaborer une stratégie d'entretien et de renouvellement de ces infrastructures et planifier et mettre en œuvre de façon optimale les travaux nécessaires pour en améliorer l'état et le fonctionnement de manière pérenne. Afin de permettre l'émergence de maîtrises d'ouvrage au sein de collectivités dotées de moyens financiers suffisants pour lutter notamment contre les fuites d'eau potable et d'eaux usées, les partenariats avec la Caisse des dépôts et consignations, au travers de sa direction Banque des territoires, seront développés.

Dans le domaine de l'assainissement, les agences de l'eau ne financeront plus tous les projets de stations de traitement des eaux usées urbaines et industrielles exclusivement destinés à répondre aux obligations de la directive « Eaux résiduaires urbaines » (DERU). En revanche, les projets d'investissements visant à connaître et réduire les rejets urbains de temps de pluie dans les milieux aquatiques, notamment par le recours à des solutions de gestion des eaux pluviales à la source, seront fortement soutenus sur la durée du 11^e programme.

Les agences de l'eau poursuivront et renforceront si nécessaire leurs missions d'expertise des dispositifs et des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement. La qualité de ces données est en effet indispensable pour évaluer le bon fonctionnement de ces systèmes, l'efficacité des actions conduites pour l'améliorer et mieux appréhender les pressions exercées par ces rejets sur les milieux aquatiques.

> AXE STRATÉGIQUE 3 : Faire vivre les solidarités : solidarité de bassin au profit des zones de faible densité de population et de faible potentiel fiscal, solidarité amont-aval à l'échelle du bassin versant et avec les façades littorales, solidarité au sein des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), en accompagnant les collectivités dans la structuration des compétences "eau potable et assainissement" et gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, solidarité internationale en aidant des projets en faveur de pays moins favorisés en matière d'accès à la ressource en eau et d'assainissement.

IV. Maintien des interventions en faveur de la connaissance environnementale

La connaissance environnementale est déterminante et doit permettre d'orienter efficacement et de manière ciblée l'action en faveur d'une meilleure protection ou d'une remise en état des milieux. Cette acquisition de connaissance devra se faire, sous le pilotage stratégique de la tutelle, de manière coordonnée avec les autres contributeurs de données pour alimenter les systèmes d'information de l'eau, de la nature et des milieux marins dont l'Agence française pour la biodiversité, puis l'Office français de la biodiversité assure la coordination technique.

Les moyens nécessaires au financement des programmes de surveillance relatifs à la DCE et à la DCSMM seront maintenus, et les meilleures complémentarités recherchées. Plus particulièrement sur la surveillance du milieu marin au titre de la DCSMM, l'intervention financière des agences de l'eau se fera aux côtés de l'Agence française pour la biodiversité, puis de l'Office français de la biodiversité de façon progressive.

V. Développement des mutualisations inter-agences

La maîtrise des coûts continuera de sous-tendre l'action des agences de l'eau. Elles poursuivront leurs efforts de recherche d'efficacité, de sélectivité, de simplicité et de lisibilité des différents dispositifs d'aides mis en place. Par ailleurs, les objectifs d'optimisation de leurs moyens, en termes de dépenses propres de fonctionnement et de personnel, mais également de modernisation de leur fonctionnement, déjà largement engagés sur les six années passées, seront poursuivis et amplifiés sur la période 2019-2024.

Ainsi, afin de réussir la mise en œuvre de leurs objectifs avec les moyens dont elles seront pourvues, les agences de l'eau devront poursuivre et amplifier les démarches de mutualisation inter-agences et de dématérialisation, faire évoluer leur organisation et développer des collaborations avec d'autres institutions locales. Le plan d'action de mutualisation inter-agences validé à l'été 2018 est une réponse structurante et ambitieuse des établissements à cet objectif. Il sera décliné pendant six ans et mobilisera l'ensemble des personnels y travaillant. Une direction commune des systèmes d'information des agences de l'eau devrait notamment être créée. Enfin, les agences de l'eau devront veiller à améliorer leur communication et la valorisation des missions qu'elles exercent et actions qu'elles mènent.

> AXE STRATÉGIQUE 4 : Optimiser l'organisation et le fonctionnement des agences de l'eau notamment via le déploiement des chantiers de mutualisation inter-agences, et la simplification et la dématérialisation des procédures tant pour les usagers que pour les équipes.



CONTEXTE ET PRIORITÉS

NIVEAU BASSIN

AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

CONTEXTE

Le bassin Loire-Bretagne comprend le bassin versant de la Loire et de ses affluents, les bassins de la Vilaine et des côtiers bretons et les bassins des côtiers vendéens et du Marais poitevin.

Caractéristiques physiques du bassin Loire-Bretagne :

- Il s'étend sur 155 000 km², soit 28 % du territoire métropolitain,
- Il compte 135 000 km de cours d'eau dont la Loire, le plus long fleuve de France avec plus de 1 000 km traversant un vaste espace sédimentaire central. Ce fleuve marque fortement l'identité du bassin et couvre des enjeux forts en matière de biodiversité,
- des nappes souterraines importantes dans les bassins parisien et aquitain sont très sollicitées dans la partie centrale et ouest du bassin,
- deux anciens massifs montagneux sont situés à ses extrémités : le Massif central et le Massif armoricain,
- une façade maritime qui est importante avec 2 600 km de côtes, soit 40 % de la façade littorale française métropolitaine,
- Ses zones humides nombreuses sont parmi les plus vastes de France (Marais Poitevin, Brenne, Brière...).



Caractéristiques socio-économiques du bassin Loire-Bretagne :

- Il compte près de 13 millions d'habitants,
 - 8 régions et 36 départements en tout ou partie sur 336 EPCI et près de 7 000 communes, le constituent,
 - c'est un territoire plutôt rural avec une densité moyenne de 81 habitants par km²,
 - Il concentre une grande part de l'activité agricole française notamment d'élevage ainsi qu'une industrie tournée largement vers le secteur agroalimentaire,
 - l'attractivité du littoral se traduit par une importante croissance démographique sur les zones côtières des régions Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine.
- Planification, Communication et action internationale, Littoral, Inondations-plan Loire), la commission relative aux Milieux naturels et 5 commissions territoriales (Allier-Loire amont ; Loire moyenne ; Mayenne-Sarthe-Loir, Loire aval et côtiers vendéens ; Vilaine et côtiers bretons ; Vienne et Creuse).
- L'agence de l'eau :**
- l'effectif à fin 2018 est de 300 ETP et de 302 ETPT.
 - l'agence compte cinq délégations régionales chargées des relations avec les maîtres d'ouvrage et de l'instruction des interventions,
 - l'agence modernise son fonctionnement et adapte son organisation aux réductions d'effectifs et des moyens de fonctionnement avec la dématérialisation, la communication numérique, la simplification des procédures, la mutualisation ou l'externalisation de certaines activités.
- Le comité de bassin Loire-Bretagne compte 190 membres, dont 76 représentants de parlementaires et de collectivités territoriales, 76 représentants des acteurs socio-professionnels et associatifs et 38 représentants de l'État et de ses établissements publics. Il s'appuie sur 5 commissions permanentes (Programme,

PRIORITÉS LOIRE-BRETAGNE

L'importance des défis à relever

La directive cadre sur l'eau (DCE) fixe les objectifs à atteindre pour le bon état des eaux au plus tard en 2027. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2016-2021 du bassin Loire-Bretagne et son programme de mesures (PdM) ont défini les objectifs intermédiaires à atteindre en 2021 et ont identifié les territoires et les domaines d'actions prioritaires pour les atteindre. Les objectifs de qualité et quantité fixés pour 2021 dans le Sdage 2016-2021 sont les suivants :

- le bon état écologique des eaux de surface pour 61 % pour les cours d'eau, pour 66 % des plans d'eau et pour 70 % des eaux côtières et de transition,
- le bon état chimique pour 75 % des eaux souterraines et le bon état quantitatif pour 89 % des eaux souterraines.

L'actualisation des objectifs pour 2027 sera conduite à l'occasion de la mise à jour du Sdage pour 2022-2027 et sera ambitieuse.

Un 11^e programme résolument sélectif et orienté vers l'atteinte des objectifs environnementaux européens

L'ampleur de la tâche que représente l'atteinte des objectifs ambitieux du Sdage et la nécessité de limiter la dépense publique dans un contexte contraint conduisent à optimiser les moyens financiers disponibles. Les aides du 11^e programme seront concentrées sur les actions les plus efficaces pour atteindre les objectifs définis par le Sdage.

Un 11^e programme où l'agence de l'eau travaille en partenariat avec des objectifs partagés

Le 11^e programme d'intervention de l'agence de l'eau, notamment en participant à la mise en œuvre du programme de mesures, est un des leviers d'action, mais pas le seul, permettant l'atteinte des objectifs du Sdage.

Il doit s'articuler avec l'action régalienne et les financements des autres acteurs de l'eau.

Au-delà des aides à destination des maîtres d'ouvrage pour la réalisation de travaux, la réussite des actions visant à atteindre les objectifs du Sdage repose également sur la mise en place d'outils qui permettent de mieux mobiliser les acteurs locaux. La gouvernance, la connaissance,

Un 11^e programme résolument sélectif et orienté vers l'atteinte des objectifs environnementaux européens

L'ampleur de la tâche que représente l'atteinte des objectifs ambitieux du Sdage et la nécessité de limiter la dépense publique dans un contexte contraint conduisent à optimiser les moyens financiers disponibles. Les aides du 11^e programme seront concentrées sur les actions les plus efficaces pour atteindre les objectifs définis par le Sdage.

Un 11^e programme où l'agence de l'eau travaille en partenariat avec des objectifs partagés

Le 11^e programme d'intervention de l'agence de l'eau, notamment en participant à la mise en œuvre du programme de mesures, est un des leviers d'action, mais pas le seul, permettant l'atteinte des objectifs du Sdage.

Il doit s'articuler avec l'action régalienne et les financements des autres acteurs de l'eau.

Au-delà des aides à destination des maîtres d'ouvrage pour la réalisation de travaux, la réussite des actions visant à atteindre les objectifs du Sdage repose également sur la mise en place d'outils qui permettent de mieux mobiliser les acteurs locaux. La gouvernance, la connaissance, l'évaluation, le partenariat, la sensibilisation, la recherche, l'innovation permettent de renforcer l'efficacité des actions engagées en instaurant un dialogue, des dynamiques et des retours d'expérience vertueux.

Les conseils régionaux, les conseils départementaux, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) peuvent assurer un rôle en matière d'assistance technique et/ou d'animation. Dans ce cadre, des conventions de partenariat avec l'agence de l'eau peuvent être envisagées, au cas par cas, sur la base d'objectifs communs partagés avec l'agence de l'eau actant la volonté de travailler conjointement à l'atteinte de ces objectifs.

Un 11^e programme territorialisé

L'atteinte des objectifs du Sdage en termes de bon état des eaux justifie la mise en place d'actions ambitieuses dans les territoires où les enjeux sont les plus forts. Afin de garantir la meilleure efficacité de ces actions, il est utile de les organiser et d'en assurer la parfaite cohérence.

Les contrats territoriaux ont fait leur preuve depuis plusieurs années pour organiser et assurer la cohérence locale des actions entreprises. La réforme territoriale encourage à améliorer ces outils et à les rendre plus efficaces au service de l'atteinte des objectifs. Le 11^e programme portera des programmes d'actions pérennes et ambitieux à l'échelle des bassins versants au sein d'une politique territoriale réaffirmée.

L'articulation entre les Sdage et les contrats territoriaux sera renforcée, toujours pour plus d'efficacité et d'efficience. La synergie recherchée favorisera de manière concrète et opérationnelle l'atteinte des objectifs environnementaux.

Un 11^e programme solidaire avec les territoires ruraux les plus fragiles

Les territoires éligibles sont ceux qui sont classés en zone de revitalisation rurale. Pour ces territoires, la solidarité est assurée avec des dispositifs d'aide spécifiques :

- d'une part, par des aides dédiées pour :
 - la réhabilitation de l'assainissement non-collectif,
 - la production de l'eau potable et la sécurisation de sa distribution,
 - le remplacement des canalisations en PVC relarguant du CVM.
- d'autre part, par une majoration de certaines aides aux collectivités pour :
 - l'amélioration de l'assainissement (réseaux d'assainissement et station d'épuration),
 - les économies d'eau consommée et la substitution des prélèvements ayant les plus forts impacts quantitatifs ou qualitatifs.

Un 11^e programme plus lisible

Le 11^e programme affiche davantage les enjeux et les objectifs ainsi que les moyens mis en œuvre pour y répondre. Ainsi, trois enjeux transversaux sont mis en exergue :

- l'adaptation au changement climatique,
- la préservation du littoral et du milieu marin,
- la lutte contre les micropolluants.

Un 11^e programme avec une fiscalité en baisse pour les usagers domestiques

Une diminution de la pression fiscale est mise en place principalement au bénéfice des ménages. Elle se traduit par la baisse du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte domestique. Ce taux passe ainsi de 0,18 €/m³ en 2018 à 0,15 €/m³. Les redevances perçues auprès des usagers domestiques baisseront de 15 millions d'euros par an.

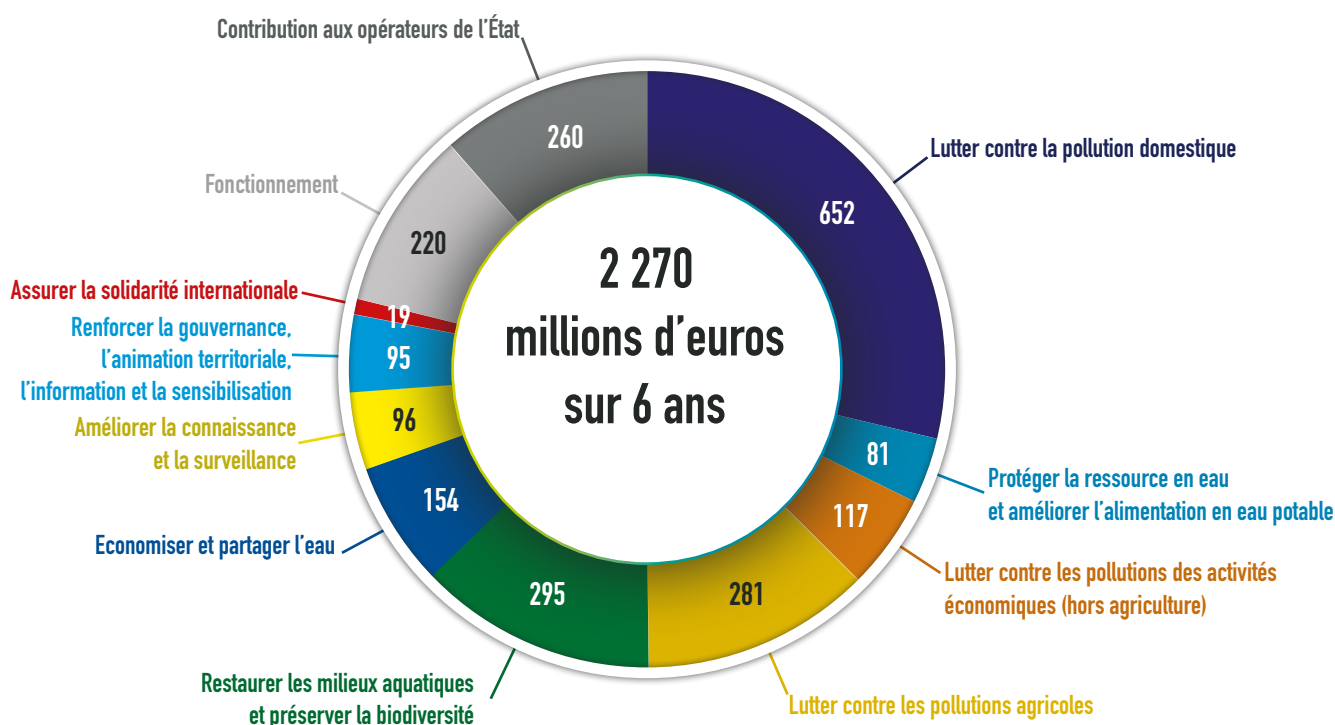
Un 11^e programme doté de 2,270 milliards d'euros sur 6 ans

Le 11^e programme est ambitieux pour l'eau, les milieux aquatiques et la biodiversité. Son montant en autorisations d'engagement est de 2,270 milliards d'euros sur 6 ans

L'importance de l'accompagnement des actions en faveur du grand cycle de l'eau est réaffirmée, avec une concentration renforcée des interventions sur les actions de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques, notamment sur les actions de lutte ciblée contre les pollutions et les altérations des milieux les plus pénalisantes pour l'atteinte du bon état des masses d'eau.

Il est ainsi prévu d'engager sur 6 ans :

- 295 millions d'euros d'aides pour la qualité des milieux aquatiques et de la biodiversité,
- près d'un milliard d'euros d'aides pour la lutte contre les pollutions,
- 154 millions d'euros d'aides pour l'accompagnement des actions visant à ménager la ressource en eau disponible, dans un contexte de changement climatique qui va rendre la situation de certains territoires de plus en plus préoccupante.





AXES NIVEAU NATIONAL STRATÉGIQUES COMMUNS AUX 6 AGENCES DE L'EAU

Renforcer les partenariats avec les acteurs locaux et les collectivités territoriales dans une logique de contractualisation et poursuivre les synergies existantes avec les services de l'État et les autres opérateurs de l'eau et de la biodiversité, notamment le futur Office français de la biodiversité, afin d'accroître l'efficacité de l'action collective au service d'une meilleure qualité de l'eau et de la protection des écosystèmes.

Agir pour améliorer l'état des eaux et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, humides et marins côtiers dans le cadre des 11^{es} programmes d'intervention en priorisant et en ciblant les actions les plus efficaces, pour atteindre les objectifs des directives cadre sur l'eau et stratégie marine et contribuer à l'adaptation des territoires au changement climatique, à la reconquête de la biodiversité et à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

Faire vivre les solidarités : solidarité territoriale entre zones urbaines et zones rurales, solidarité au sein des EPCI, solidarité amont-aval à l'échelle du bassin versant et avec les façades littorales, en accompagnant les collectivités dans la structuration des compétences eaux potable et assainissement et gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, solidarité internationale en aidant des projets en faveur de pays moins favorisés en matière d'accès à la ressource en eau et d'assainissement.

Optimiser l'organisation et le fonctionnement des agences de l'eau notamment via le déploiement des chantiers de mutualisations inter-agences, et la simplification et la dématérialisation des procédures tant pour les usagers que pour les équipes.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS 2019-2024

GOVERNANCE, PLANIFICATION, INTERNATIONAL	29
CONNAISSANCE (MILIEUX, PRESSIONS)	33
PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES D'INTERVENTION	37
REDEVANCES	43
PILOTAGE DE L'ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONS SUPPORT	45



GOUVERNANCE, PLANIFICATION, INTERNATIONAL

En réponse aux orientations nationales, la stratégie de mise en œuvre de la politique de l'eau en France s'élabore de manière participative à l'échelle des grands bassins hydrographiques, à travers les comités de bassin qui rassemblent toutes les parties prenantes, et les différentes instances, spécialisées par sous-bassin ou par thématique, qui lui sont associées. Le bon fonctionnement de l'ensemble de ces instances est une nécessité pour la dynamique de la démocratie locale de l'eau qui doit permettre une prise de décision adaptée au regard des enjeux du bassin. Les agences de l'eau assurent le secrétariat de ces instances et leur animation.

OBJECTIF G-1

Faire vivre et renouveler les instruments de planification à l'échelle des grands bassins hydrographiques et des bassins versants pour progresser vers le bon état des masses d'eau

SOUS-OBJECTIF G-1.1

Définir et porter les politiques et priorités d'actions partagées dans le cadre des Sdage et de leurs programmes de mesures 2022-2027

Les agences de l'eau partagent, avec les services déconcentrés de l'État, la responsabilité de la conception des instruments de planification de la politique de l'eau du bassin (les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux - Sdage - et leurs programmes de mesures) et l'appui à la mise en œuvre des programmes d'action opérationnels territorialisés (PAOT) en particulier pour la mise en place des objectifs de la directive cadre sur l'eau.

Dans un objectif d'efficience et d'efficacité, les mises en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE), la directive inondation (DI) et la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) doivent être coordonnées tant en termes de gouvernance que de contenu. La DCE et la DCSMM ont un périmètre d'application commun (les eaux côtières) et il existe des connectivités importantes entre les eaux marines et les eaux continentales. En ce sens, les Sdage et les plans d'actions pour le milieu marin devront être particulièrement articulés pour assurer leur compatibilité réciproque.

Les Sdage et les plans de gestion des risques inondations (PGRI) ont des échéances d'élaboration similaires, et les orientations fondamentales et dispositions des Sdage concernant la prévention des inondations au regard de la gestion des milieux aquatiques sont communes avec celles des PGRI (formulation identique).

SOUS-OBJECTIF G-1.2

Accompagner la déclinaison locale de ces politiques et priorités dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux - Sage - et autres projets territoriaux

La déclinaison locale des orientations et objectifs des Sdage et de leurs programmes de mesures passe par la mise en œuvre de démarches territoriales de gestion intégrée qui peuvent être des Sage ou des outils spécifiques de bassin.

L'enjeu majeur est l'atteinte du bon état des eaux par l'engagement d'actions cohérentes sur les différentes pressions. Pour les situations les plus complexes, la réussite de l'action des agences de l'eau réside dans l'identification des territoires qui devront faire l'objet d'une démarche de gestion intégrée, le partage des objectifs avec nos partenaires, et l'engagement opérationnel d'actions.

Par le développement de la contractualisation, les agences de l'eau favorisent la mise en cohérence des politiques territoriales ayant un impact sur l'eau.

Une attention particulière sera portée à la synergie entre ces démarches territoriales de gestion de l'eau et les démarches territoriales émergentes ou existantes de gestion de la biodiversité, auxquelles les agences de l'eau contribuent.

Indicateur G-1.1 Respect des échéances d'élaboration du Sdage 2022-2027

La mise en œuvre du Sdage et du programme de mesures fixent aux agences de l'eau plusieurs échéances tout au long du 11^e programme :

2019 : Adoption de l'état des lieux et des questions importantes, fin 2019

2020 : Consultation du public sur le projet Sdage / PdM, fin 2020

2021 : Adoption du Sdage / PdM et du programme de surveillance, fin 2021

2022 : Validation du tableau de bord du Sdage, fin 2022

2023 : Contribution des agences de l'eau à l'élaboration des PAOT pour 100 % des départements, fin 2023

2024 : Avis du comité de bassin sur le bilan intermédiaire du PdM, fin 2024

Unité de mesure : Oui/Non

Indicateur G-1.2 Nombre de Sage identifiés comme nécessaires dans les Sdage soumis pour avis au comité de bassin

L'indicateur vise à prendre en compte l'ensemble des démarches de planification nécessaire à la définition de la politique de l'eau.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	0	0	selon Sdage 2022-2027		

Unité de mesure : Nombre par an

OBJECTIF G-2

Poursuivre l'accompagnement des pays en voie de développement dans le domaine de l'eau

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement est un défi qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies, publiques ou privées.

La loi autorise les agences de l'eau à s'engager dans cette coopération, aux côtés de maîtres d'ouvrage publics ou privés de leur bassin, collectivités territoriales, distributeurs d'eau, ONG... Ainsi, les agences de l'eau peuvent accompagner les opérations dont les objectifs sont notamment :

- de réduire le nombre de personnes ne disposant pas d'un accès durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à un service d'assainissement de base (contribution aux Objectifs de Développement Durable - ODD 6 qui vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, en particulier pour les populations vulnérables),
- de contribuer à la mise en place, au fonctionnement et au développement dans les pays partenaires, de cadres institutionnels favorisant la gestion durable et équitable des ressources en eau,
- d'apporter une réponse à des problématiques d'urgence lors de la survenance de sinistres majeurs et de promouvoir le dispositif Oudin-Santini auprès des collectivités du bassin.



Indicateur de bassin Pourcentage des redevances affectées à l'international

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %

Unité de mesure : % des redevances

Indicateur de bassin Population concernée par les opérations financées dans le cadre de la loi Oudin-Santini

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
300 000	300 000	300 000	350 000	350 000	350 000

Unité de mesure : Nombre d'habitants

OBJECTIF G-3

Sensibiliser et informer le public

Les agences de l'eau doivent sensibiliser et informer les maîtres d'ouvrage et le public aux grands enjeux et priorités de leur bassin en matière d'eau, notamment en tenant compte de l'adaptation au changement climatique et de l'érosion accélérée de la biodiversité. Cette communication s'articule avec celle du ministère et de l'AFB (OFB à compter du 1^{er} janvier 2020).

Diffuser et rendre lisible la déclinaison de la politique publique de l'eau sur le bassin, développer l'éducation à la citoyenneté pour l'eau doivent permettre l'appropriation et la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives de préservation des ressources en eau, d'adaptation au changement climatique et de préservation et reconquête de la biodiversité.



CONNAISSANCE (MILIEUX, PRESSIONS)

Le suivi de l'état des milieux aquatiques est mis en œuvre à travers les programmes de surveillance issus de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) de chaque bassin hydrographique et de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM). Ce sont des programmes collectifs de production de données émanant des services déconcentrés de l'État et des établissements publics. Les agences de l'eau sont productrices de données sur l'eau et sur les milieux marins et gestionnaires de réseaux de surveillance de la qualité des eaux naturelles aux côtés de l'AFB (OFB à compter du 1^{er} janvier 2020), établissement public chargé du pilotage et de la mise en œuvre des systèmes nationaux d'information sur l'eau, la biodiversité et les milieux marins, et des DREAL.

Les redevances et les mesures de rejets de pollution, à travers notamment la mise en place de l'auto surveillance sur les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, constituent une source d'informations à disposition des agences de l'eau. Ces données permettent d'évaluer les pressions sur les milieux aquatiques dues aux pollutions et aux prélèvements d'eau.

OBJECTIF C-1

Mettre à disposition du public des données environnementales fiables

SOUS-OBJECTIF C1.2

Les agences de l'eau ont la responsabilité de la production, de la qualification et de la valorisation des données de surveillance de la qualité des eaux et des milieux aquatiques. La surveillance de la qualité de l'eau est organisée en co-pilotage entre l'agence de l'eau, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'AFB puis l'OFB, dans le cadre du schéma national des données sur l'eau (SNDE). Ces données, répondant aux exigences communautaires (DCE et directive nitrates) mais également aux besoins de connaissance à l'échelle des bassins, sont gratuitement mises à disposition du public sur internet dans le cadre du développement du système d'information sur l'eau.

Elles contribuent également pour ce qui les concerne à l'alimentation du système d'information sur les milieux marins et celui sur la biodiversité en cours de déploiement.

SOUS-OBJECTIF C1.2

Répondre aux demandes de données environnementales dans un délai d'un mois

L'agence de l'eau Loire-Bretagne a mis en place une procédure pour améliorer la réponse aux demandes d'information. Elle comptabilise et suit les délais de réponses aux demandes d'information, à travers un tableau de bord mensuel. Conçu initialement pour suivre les demandes arrivant via la boîte électronique contact@eau-loire-bretagne.fr, ou par courrier. Il a été étendu au suivi des délais de réponse à toutes les demandes d'information, y compris celles reçues et traitées directement en délégations et dans les directions techniques.

Ce tableau de bord est commenté en revue de fonction dans le cadre de la démarche qualité afin d'identifier les causes de dépassement éventuel du délai d'un mois imposé par la loi, et afin d'améliorer le retour d'informations sur le traitement des réponses et afin de proposer des évolutions (relances et réunions d'échanges entre les services). Pour compléter ce dispositif, une enquête sur la qualité de la réponse apportée est faite périodiquement auprès des demandeurs d'information.

OBJECTIF C-2

Contribuer à la surveillance de la qualité des eaux, y compris littorales

Les agences de l'eau interviennent dans le cadre des programmes de surveillance de la directive cadre sur l'eau, notamment sur le réseau de contrôle de surveillance, dont l'objet est de fournir une image représentative de la situation de l'ensemble des masses d'eau et de son évolution à long terme. Ces programmes prennent en compte les dispositions du cadre réglementaire national posé par l'arrêté du 17 octobre 2018, modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement. Elles contribuent également (pour les bassins ayant une façade littorale) à certains volets du programme de surveillance au titre de la directive cadre stratégie pour le milieu marin.

Indicateur C-1 Tenue à jour des données environnementales fiables, à disposition du public

La mise en ligne des données de surveillance de la qualité des eaux est déterminante pour la bonne information du public. Les agences de l'eau doivent verser dans les banques nationales de données leurs données produites l'année N-1 avant la fin de l'année N.

Unité de mesure : Oui/Non

Indicateur de bassin Pourcentage des demandes de données environnementales de l'année N ayant fait l'objet d'une réponse dans un délai d'un mois

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Unité de mesure : %

Indicateur de suivi C-2 Taux de stations du réseau de contrôle de surveillance (RCS) pour les eaux superficielles, en bon état ou en très bon état écologique

La directive cadre sur l'eau prévoit que toutes les masses d'eau atteignent un bon état écologique en 2027. Cet indicateur mesure annuellement le pourcentage de stations du réseau de contrôle et de surveillance pour lesquelles les eaux superficielles sont en bon état ou très bon état écologique.

Unité de mesure : Taux annuel

OBJECTIF C-3

S'assurer de la bonne connaissance des prélèvements d'eau et des rejets polluants dans le milieu naturel

Les redevances constituent une source d'informations fiables, régulières et complètes à disposition des agences de l'eau afin d'évaluer les pressions sur les milieux aquatiques.

SOUS-OBJECTIF C-3.1

S'assurer de la bonne connaissance des prélèvements d'eau par usage

La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est établie sur la base des volumes d'eau annuels prélevés selon l'usage qui en est fait. Le code de l'environnement impose que chaque ouvrage de prélèvement soit équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés des volumes prélevés. Les agences de l'eau s'assurent de l'installation des dispositifs de comptage des volumes prélevés selon les normes en vigueur et de leur maintien en bon état de fonctionnement afin de fiabiliser la connaissance des pressions exercées sur le milieu dues aux prélèvements d'eau.

SOUS-OBJECTIF C-3.2

S'assurer de la bonne connaissance des rejets polluants dans le milieu naturel

La détermination par les agences de l'eau de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique sur la base des mesures des pollutions émises permet de calculer au plus juste la pollution rejetée au milieu naturel et concourt à la fiabilisation de la connaissance des pressions exercées sur le milieu dues aux pollutions.

Indicateur de suivi C-3.1
Volumes annuels prélevés par usage
(collectivités, industries hors EDF, EDF, agriculture)

Unité de mesure : Volumes annuels prélevés en millions de mètres cubes

OBJECTIF C-4

Accompagner l'acquisition des connaissances et le développement de solutions innovantes au service du bon fonctionnement des milieux

Au titre de la définition et du suivi de leurs politiques (Sdage et programmes de mesures DCE, programme de mesures et programmes de surveillance DCSMM et 11^s programme d'intervention), les agences de l'eau soutiennent les études d'intérêt général et les actions de recherche et développement spécifiques à leur territoire visant l'amélioration de la connaissance du fonctionnement des milieux, des pressions et de leurs effets, des leviers d'actions et des modalités de leurs mises en œuvre.

Les objectifs poursuivis sont d'une part l'amélioration de l'efficacité des politiques d'intervention, d'autre part la pertinence avec le maintien d'une capacité d'anticipation dans des domaines identifiés comme prioritaires. Les approches développées intègrent les disciplines techniques et les sciences humaines et sociales.

Compte tenu de l'élargissement par la loi de leurs compétences à la biodiversité et aux milieux marins, elles contribueront à l'acquisition de connaissance sur ces nouveaux domaines.





PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES D'INTERVENTION

Les 11^{es} programmes d'intervention des agences de l'eau, validés fin octobre 2018, répondent à deux priorités du gouvernement :

- un recentrage des interventions sur les actions de connaissance, de planification, de gouvernance et de solidarité territoriale vis-à-vis principalement des territoires ruraux, dans le cadre du « petit cycle de l'eau » (usages domestiques),
- la poursuite et le renforcement des interventions en faveur de la préservation des milieux aquatiques, de la biodiversité et des milieux marins, autrement dit le « grand cycle de l'eau ». Celles-ci poursuivent l'objectif de reconquête du bon état des eaux, fondement des textes communautaires relatifs à la politique de l'eau. Seront par conséquent prioritaires les projets contribuant à l'adaptation au changement climatique, à la lutte contre l'érosion de la biodiversité, à la prévention des impacts de l'environnement sur la santé.

Par ailleurs, ces programmes intègrent la contribution des agences de l'eau aux mesures issues des Assises de l'eau (première et deuxième séquence) et du Plan Biodiversité.

OBJECTIF CHAPEAU P-0

Accompagner l'adaptation des usages aux conséquences du changement climatique sur les ressources en eau et améliorer la résilience des écosystèmes

Dans l'esprit des Assises de l'eau concernant « un nouveau pacte pour faire face au changement climatique », les agences de l'eau allouent une part importante de leurs 11^{es} programmes d'interventions à des aides en faveur de l'adaptation des territoires au changement climatique et à la résilience des écosystèmes, notamment aquatiques et humides, selon la stratégie définie par les plans de bassin d'adaptation au changement climatique. Parmi ces projets aidés, l'encouragement des solutions fondées sur la nature constitue un levier important et pérenne d'action sur les territoires. Ces interventions contribuent également à la mise en œuvre du deuxième plan national d'adaptation au changement climatique.

OBJECTIF P-1

Réduire les pollutions diffuses en encourageant les pratiques les plus favorables à l'environnement

SOUS-OBJECTIF P-1.1

Protéger et reconquérir la qualité des ressources en eau potable des captages d'eau dégradés

Approvisionner en eau potable les populations est une priorité de santé publique. Une politique de protection des captages contre les pollutions diffuses a été engagée dans les années 2000 et a été réaffirmée dans le cadre des assises de l'eau.

Sur chaque bassin hydrographique, des captages sont considérés comme prioritaires par le Sdage. La démarche de protection repose actuellement sur l'élaboration, sous l'égide de la collectivité, maître d'ouvrage du captage, et en concertation avec les parties prenantes, d'un plan d'actions adapté au territoire, dont la mise en œuvre est avant tout volontaire.

Associées à l'action des services de l'État (DDT(M) et DREAL), les agences de l'eau contribueront à l'objectif réaffirmé lors des Assises de l'eau que les 1 000 captages prioritaires disposent d'un plan d'action d'ici fin 2021. Ainsi, l'ensemble des plans d'actions définis seront accompagnés par les agences de l'eau.

Indicateur P-0a Pourcentage du programme consacré au changement climatique

Cet indicateur exprime la part des aides engagées par les agences de l'eau sur des opérations qui contribuent directement à la stratégie d'adaptation définie par le plan de bassin correspondant et à la politique d'atténuation.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %

Unité de mesure : Taux en %

Indicateur P-0b Montant engagé sur des solutions fondées sur la nature

Cet indicateur exprime les montants cumulés d'aides engagées par les agences de l'eau sur des opérations de type solutions fondées sur la nature au titre du 11^e programme.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
50	50	50	50	50	50

Unité de mesure : Montant en millions d'euros

Indicateur P-1.1 Nombre de captages dits « prioritaires » identifiés dans le Sdage sur lesquels un financement est apporté par l'agence de l'eau pour la mise en œuvre d'un plan d'actions

1 000 captages (210 en Loire-Bretagne) ont été définis comme « prioritaires » à l'issue du Grenelle de l'environnement et de la Conférence environnementale de 2013. Ils ont été repris dans les Sdage. Ces captages ont été identifiés comme prioritaires et des plans d'action doivent être élaborés et déployés.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
155	165	175	185	195	210

Unité de mesure : Nombre de captages dits « prioritaires » en cumul pluriannuel

SOUS-OBJECTIF P-1.2

Réduire les pollutions d'origine agricole en encourageant les pratiques agricoles les plus vertueuses d'un point de vue environnemental

Les pollutions diffuses constituent une cause importante de la dégradation des masses d'eau. Agir pour la qualité de l'eau nécessite de faire évoluer les systèmes agricoles vers des systèmes agro-écologiques. Des aides sont ainsi octroyées par l'agence de l'eau, principalement dans le cadre de projets territoriaux (animation, diagnostics individuels, conseil, mesures et investissements agroenvironnementaux, conversion à l'agriculture biologique) et via des expérimentations sur les paiements pour services environnementaux prévus par la mesure 24 du plan biodiversité pour lesquels 150 millions d'euros sont prévus sur le 11^e programme et inscrits dans les conclusions des Assises de l'eau.

Plus spécifiquement pour les produits phytopharmaceutiques, le plan Ecophyto 2+ vise à réduire de 50 % à l'horizon 2025 leur consommation. Il est demandé à l'agence de l'eau de contribuer, à hauteur d'un montant fixé par instruction interministérielle aux volets régionaux de ce plan, dans le cadre de l'instruction technique du 19 juin 2019. A ce titre, leur action est mise en œuvre dans le cadre des feuilles de route régionales en s'inscrivant dans la gouvernance prévue à cet effet.

Parmi les actions phares du volet régional figure l'accompagnement de collectifs d'agriculteurs dans leur transition vers des systèmes agro-écologiques à faible dépendance en produits phytopharmaceutiques. Le plan Ecophyto 2+ vise à mobiliser 30 000 agriculteurs dans ces démarches (dispositif dit « groupes 30 000 »).

Un deuxième plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes a été lancé pour la période 2017- 2021 sur les 8 baies identifiées par le Sdage 2016- 2021 de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Il associe l'Etat et ses opérateurs principalement l'agence de l'eau, le conseil régional de Bretagne et les conseils départementaux des Côtes-d'Armor et du Finistère ainsi que la profession agricole (au travers de la chambre régionale d'agriculture), et les associations de protection de l'environnement. La maquette financière prévoit 47 millions d'euros de financements publics sur 5 ans supportés par l'Etat (37 %), l'agence de l'eau (34 %), le conseil régional (23 %) et les conseils départementaux (6 %) pour soutenir l'évolution des pratiques agricoles y compris les actions relevant du plan de développement rural de la Bretagne². Les 8 territoires se sont réengagés dans des programmes de réduction des fuites d'azote et d'évolution des pratiques agricoles après négociation en 2017 sur les objectifs, les stratégies, les moyens et la gouvernance.

Les programmes s'appuient sur l'accompagnement individuel des exploitations agricoles, le développement d'une couverture des sols précoce et efficace pour le piégeage des nitrates, la mise en place d'un système de valorisation des efforts réalisés par les agriculteurs et le renforcement du volet réglementaire.

En 2019, les 8 programmes sont en phase de mise en œuvre. Le dispositif sur la couverture des sols est fortement mobilisé. La dynamique d'accompagnement des exploitations par les prescripteurs agricoles tarde à se mettre en place. Une évaluation à mi-parcours a été lancée en 2019 et la cour des comptes procède à un contrôle du plan.

Indicateur P-1.2a

Montant engagé pour des aides individuelles octroyées aux agriculteurs pour la mise en place d'agriculture biologique, de paiements pour services environnementaux et de mesures agro-environnementales et climatiques

Dans le cadre des programmes de développement régionaux (2nd pilier de la PAC), des aides sont octroyées aux exploitations agricoles pour la conversion et le maintien de l'agriculture biologique, ainsi que pour des mesures agro-environnementales et climatiques. L'agence de l'eau apporte un soutien financier dans ce cadre en tant que cofinanceur de ces mesures. Elles seront amenées à financer les paiements pour services environnementaux dans le cadre de la mesure 24 du plan biodiversité.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
23,5	23	26	30,5	30,5	30,5

Unité de mesure : Montant en millions d'euros des engagements réalisés dans l'année

Indicateur P-1.2b

Nombre de groupes « 30 000 » reconnus prévus par le plan Ecophyto aidés par l'agence de l'eau

Cet indicateur dénombre les groupes dits « 30 000 » bénéficiant d'une aide de l'agence de l'eau. Seuls les groupes « 30 000 » reconnus sont pris en compte dans cet indicateur. Les groupes émergents ne le sont pas.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
30	60	60	60	60	60

Unité de mesure : Nombre par an

Indicateur de bassin P-1.2c

Pourcentage des 8 baies à algues couvertes par un contrat

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Unité de mesure : %

2 • PDRB inclue les mesures agro-environnementales et climatiques, bocage, et investissements agro-environnementaux

OBJECTIF P-2

Accompagner les territoires les plus fragiles dans la gestion de l'eau potable et de l'assainissement

La lutte contre la pollution des eaux par les effluents domestiques et l'alimentation en eau potable des collectivités, qui constituent le « petit cycle de l'eau », font partie des domaines dans lesquels l'action des agences de l'eau s'est historiquement inscrite. Tout n'est pas encore résolu et les 11^{es} programmes vont continuer à mobiliser des moyens importants, notamment sur les territoires les plus fragiles ou qui font l'objet de retards d'investissement. En particulier, au titre de l'article L-213-9-2 du code de l'environnement, les agences de l'eau doivent mettre en place un programme d'aide à destination des communes défavorisées au titre de la solidarité.

A ce titre, les agences de l'eau dans le cadre de leurs 11^{es} programmes vont aider :

- le renouvellement des installations d'eau potable et d'assainissement auprès de collectivités situées au sein des zones de revitalisation rurale (ou d'un zonage équivalent),
- les contrats de progrès auprès de collectivités de taille moyenne faisant l'objet d'un retard d'investissement,
- une meilleure connaissance du patrimoine de l'eau et de l'assainissement permettant d'anticiper les programmes de renouvellement d'ouvrages.

OBJECTIF P-3

Accompagner la préservation de la biodiversité et la restauration et préservation d'écosystèmes sains, résilients et fonctionnels

SOUS-OBJECTIF P-3.1

Empêcher la dégradation et restaurer l'état des eaux, les fonctionnalités et la continuité des cours d'eau et des zones humides

La restauration et la préservation des milieux aquatiques, cours d'eau et milieux humides, font partie des principales actions à mener pour atteindre le bon état écologique des masses d'eau tel que défini par la directive cadre sur l'eau. En effet, l'artificialisation a modifié les caractéristiques physiques des cours d'eau et a perturbé durablement l'équilibre de leur écosystème. Concernant les milieux humides, leur rôle est essentiel dans la régulation et l'autoépuration des eaux ainsi que l'atteinte du bon état. Ils abritent également une biodiversité riche qui traduit leur bon fonctionnement et leur niveau de préservation.

Dans ce contexte, les agences de l'eau vont aider dans le cadre de leurs 11^{es} programmes :

- à restaurer des cours d'eau,
- à rendre franchissables des ouvrages en se focalisant prioritairement sur ceux qui sont classés en liste 2,
- à restaurer des milieux humides.

Par ces actions, les agences de l'eau contribuent ainsi également à la mise en œuvre des directives habitats faune flore et oiseaux.

Indicateur de suivi P-2a Montant engagé sur le renouvellement des installations d'eau potable et d'assainissement auprès de collectivités situées au sein de zones de revitalisation rurale ou d'un zonage équivalent (solidarité urbain/rural)

La mesure 1 de la première séquence des assises de l'eau prévoit que les agences de l'eau engagent sur la durée du programme 2 milliards d'euros pour les territoires ruraux qui font face à des difficultés d'investissement pour renouveler leurs installations d'eau potable et d'assainissement.

Unité de mesure : Montant en millions d'euros des engagements réalisés dans l'année

Indicateur de suivi P-2b Nombre de contrats de progrès aidés par l'agence de l'eau

La mesure 4 de la première séquence des assises de l'eau prévoit la mise en place de contrats de progrès pour des collectivités de taille moyenne qui disposent d'une capacité d'autofinancement réelle, mais qui font face à un retard d'investissement trop lourd

Unité de mesure : Nombre par an

Indicateur P-3.1a Kilomètres de linéaire de cours d'eau avec restauration des fonctionnalités hydromorphologiques, aidés par l'agence de l'eau

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200

Unité de mesure : Km par an

Indicateur P-3.1b Nombre d'ouvrages en liste 2 aidés pour être rendus franchissables

Les ouvrages sont des obstacles qui sont à l'origine d'une modification de l'écoulement des eaux de surface (dans les talwegs, lits mineurs et majeurs de cours d'eau et zones de submersion marine). Seuls les ouvrages situés sur des cours d'eau classés en liste 2 sont pris en compte.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
75	75	80	80	85	85

Unité de mesure : Nombre d'ouvrages par an

Indicateur P-3.1c Superficie de zones humides ayant bénéficié d'une aide de l'agence de l'eau au titre de leur entretien, restauration et acquisition

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600

Unité de mesure : Surface en hectares par an

SOUS-OBJECTIF P-3.2

Préserver des milieux naturels fonctionnels et riches en biodiversité

Les agences de l'eau contribuent de longue date à la préservation et à la restauration de la biodiversité via leurs programmes d'interventions en faveur des milieux aquatiques, humides et marins dans l'objectif d'atteindre le bon état de ces milieux. L'extension du champ d'intervention des agences de l'eau à la préservation de la biodiversité, inscrite dans la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016, conforte ce positionnement.

La préservation et la restauration des milieux humides et connectés, l'encouragement des solutions fondées sur la nature, le soutien aux projets éligibles des collectivités engagées dans le dispositif « Territoires engagés pour la Nature » (TEN), constituent autant d'actions qui seront menées par les agences de l'eau et qui contribueront au maintien de milieux naturels fonctionnels et riches en biodiversité.



SOUS-OBJECTIF P-3.3

Protéger les eaux littorales

Les eaux côtières et le littoral sont le réceptacle final de l'ensemble des pollutions telluriques qui s'exercent sur le bassin versant. Ils font également l'objet d'aménagements ayant des impacts directs sur les milieux côtiers, en particulier estuariens. De plus, la lutte contre les pollutions chimiques et microbiologiques répond notamment à des problématiques de santé publique. Il en est de même de la limitation des apports de nutriments, lesquels favorisent les proliférations de phytoplancton pouvant être toxiques en mer et d'algues sur le littoral.

Les 11^{es} programmes des agences de l'eau proposent des outils incitatifs et spécifiques pour la réduction de ces sources de pression sur le littoral, et orientent leur mise en œuvre à la bonne échelle territoriale et de gouvernance. Ils inscrivent le changement climatique dans toutes les réflexions, et en anticipent l'effet sur la sensibilité des milieux naturels aux pressions anthropiques.

La DCE et la DCSMM fixent des objectifs de bon fonctionnement des milieux littoraux. La cohérence de mise en œuvre de ces 2 directives reste un enjeu majeur pour les agences de l'eau : en termes à la fois d'ambition et de déclinaison opérationnelle des objectifs et des actions pour les acteurs, mais aussi d'optimisation des moyens pour la surveillance et l'acquisition de connaissances. A ce titre, les agences de l'eau participent aux instances nationales de pilotage de la mise en œuvre des 2 directives, et travaillent également entre elles pour optimiser les moyens de surveillance.

Indicateur de suivi P-3.3

Nombre d'expérimentations de dispositifs de récupération des macro déchets dans les systèmes de traitement d'eaux usées et d'eaux pluviales

La future feuille de route « zéro déchet plastique en mer » prévoit des actions de réduction des apports de déchets plastiques à la mer par les voies de transfert que constituent les cours d'eau, les eaux usées et eaux pluviales. Les agences de l'eau contribueront à cet objectif en accompagnant le développement de dispositifs de récupération des déchets plastiques dans les systèmes de traitement d'eaux usées et eaux pluviales.

Unité de mesure : Nombre par an

OBJECTIF P-4

Reconquérir la qualité de l'eau en réduisant les pollutions ponctuelles

SOUS-OBJECTIF P-4.1

Réduire les pollutions domestiques et assimilées par l'amélioration du fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie

La réduction des rejets polluants par temps de pluie en zone urbaine constitue une action prioritaire des 11^{es} programmes des agences de l'eau. La maîtrise des pollutions dès l'origine du ruissellement et la réduction des volumes d'eau de ruissellement collectés sera privilégiée, en encourageant la désimperméabilisation et plus globalement les solutions fondées sur la nature (infiltration, végétalisation, aménagements paysagers). Pour la dépollution des rejets par temps de pluie (collecte et épuration), les actions viseront l'amélioration de la connaissance des réseaux et de leur fonctionnement et la réduction des flux déversés par les déversoirs d'orage.

Indicateur de suivi P-4.1

Surfaces désimperméabilisées ou déracordées du réseau public d'assainissement

Sont concernés les travaux réalisés par des collectivités, des acteurs économiques (hors agriculture) ou des particuliers qui, par une gestion à la source des eaux pluviales, réduisent leur ruissellement sur des surfaces imperméabilisées et les volumes de ces eaux raccordées au réseau public d'assainissement (qu'il s'agisse d'un réseau de collecte des eaux usées ou des eaux pluviales, de type unitaire ou séparatif), en zones urbanisées existantes (des bourgs ou lotissements en zones rurales jusqu'aux métropoles).

Unité de mesure : Surface en m² par an

SOUS-OBJECTIF P-4.2

Réduire les pollutions domestiques et assimilées pour atteindre le bon état des masses d'eau

La mise aux normes des stations de traitement des eaux usées au regard des objectifs de la DERU a constitué une des priorités pour les 10^{es} programmes des agences de l'eau. Pour la période 2019-2024, la priorité est donnée à l'amélioration des performances des systèmes de traitement sur les secteurs prioritaires identifiés par les Sdage et leurs programmes de mesures au regard des enjeux d'atteinte du bon état des masses d'eau : travaux sur des stations impactant fortement les masses d'eau, et travaux en lien avec la prise en compte d'usages sensibles (baignade, conchyliculture, etc.) La mise en conformité des systèmes de collecte, visant à répondre aux exigences de l'arrêté du 21 juillet 2015 (limitation des apports d'eaux claires parasites, suppression des rejets directs ou déversements par temps sec de pollution non traitée, limitation des déversements par temps de pluie) constitue également une priorité.

SOUS-OBJECTIF P-4.3

Réduire et éliminer les pollutions des activités économiques (hors agriculture), notamment les substances les plus toxiques

Atteindre le bon état des eaux et réduire voire supprimer les rejets, pertes et émissions de substances toxiques sont deux objectifs environnementaux fondamentaux dans la mise en œuvre de la DCE en matière de gestion des pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants. Les interventions des agences de l'eau en matière de réduction des rejets ponctuels de micropolluants issus des activités économiques (hors agriculture) contribuent pleinement à ces objectifs déclinés localement dans le Sdage. Elles contribuent à ce titre aux actions mises en place dans le cadre du Plan National Micropolluants.

OBJECTIF P-5

Promouvoir une gestion quantitative durable et économe de la ressource en eau

Bien gérer et économiser les ressources en eau devient crucial pour sécuriser les différents usages tout en préservant les écosystèmes aquatiques dans le contexte du changement climatique. La question de l'eau est centrale sur nos territoires et les agences de l'eau ont un rôle essentiel à jouer. Elles doivent promouvoir une gestion quantitative durable et économe de la ressource en eau.

Ainsi, pour rétablir durablement l'approvisionnement en eau, limiter les périodes de crise et assurer le bon fonctionnement des milieux aquatiques, les agences de l'eau accompagnent des opérations qui contribuent à la restauration des équilibres quantitatifs, à l'adaptation au changement climatique et la lutte contre l'érosion de la biodiversité par notamment :

- la gouvernance et la connaissance pour une gestion concertée de la ressource en eau disponible pour les activités humaines tout en garantissant la préservation de la biodiversité,
- les économies d'eau et la gestion collective des prélèvements,
- la substitution des prélèvements existants vers des ressources moins sensibles,
- la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable dans les secteurs en déficit quantitatif avéré,
- le recyclage et la réutilisation de l'eau usée et épurée.

Indicateur P-4.2

Nombre de stations de traitement des eaux usées aidées pour répondre aux objectifs environnementaux des Sdage ou à des objectifs liés à des usages sensibles (baignade, conchyliculture, production d'eau potable)

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
60	100	150	160	170	170

Unité de mesure : Nombre par an

Indicateur P-4.3

Quantité de substances prioritaires et dangereuses issues des activités économiques, industrielles et artisanales, éliminée

Cet indicateur mesure les quantités réduites/éliminées des rejets des micropolluants, évaluées sur la base des projets aidés par l'agence de l'eau.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000

Unité de mesure : Kg par an

Indicateur de suivi P-5a

Volumes d'eau économisés et substitués (tous usages) au travers des projets aidés par l'agence de l'eau

Unité de mesure : Hm³ par an

Indicateur P-5b

Nombre cumulé de projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) accompagnés par l'agence de l'eau

La méthode des projets de territoires pour la gestion de l'eau (PTGE) permet de garantir une démarche concertée localement avec tous les usagers de l'eau pour améliorer la résilience des territoires face aux changements climatiques et mieux partager les ressources en eau.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
5	6	7	8	8	8

Unité de mesure : Nombre de projets en cumul pluriannuel



REDEVANCES

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès des usagers (industriels, agriculteurs et usagers domestiques) en application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006).

Il existe plusieurs types de redevances : pollution de l'eau, pollution diffuse, modernisation des réseaux de collecte, prélèvement sur la ressource en eau, ...

L'article 46 de la loi de finances pour 2012 plafonne le montant total des redevances encaissées dans l'année. Au 1^{er} janvier 2019 ce montant était fixé à 2,105 milliards d'euros, soit un produit global prévisionnel sur la période du 11^{es} programmes de 12,63 milliards d'euros.

OBJECTIF R-1

Assurer les recettes de redevances dans le respect des prévisions annuelles votées dans le cadre des programmes d'intervention, du plafond inter-agences annuel fixé par la loi de finances et des cibles annuelles par agence de l'eau

Les redevances constituent la principale ressource financière des agences de l'eau. Pour garantir les recettes de redevances, il est indispensable de mettre en œuvre un processus opérationnel complet couvrant les phases d'interrogation des redevables, de télé-déclaration par les redevables des éléments nécessaires au calcul de l'impôt, d'instruction des déclarations, de liquidation de l'impôt, d'émission des ordres de recettes et de recouvrement des redevances, selon un planning préalablement défini. L'évolution des assiettes des redevances (comme les volumes d'eau consommés et prélevés) constitue la principale incertitude pesant sur la bonne réalisation des recettes prévisionnelles, établies en début de programme.

Le niveau de recettes permet de financer le fonctionnement de l'agence de l'eau et les actions pour reconquérir la qualité de l'eau, préserver la biodiversité et s'adapter au changement climatique, dans le cadre de l'équilibre global du programme d'intervention. Chaque agence de l'eau devra veiller à atteindre l'objectif cible de recettes annuelles, qui est fixé annuellement par arrêté interministériel.

OBJECTIF R-2

Assurer la perception des redevances en veillant au respect des textes et du principe d'égalité de traitement des redevables

Les redevances, recettes fiscales environnementales, sont établies sur la base des déclarations des différentes catégories d'usagers concernés.

Afin de s'assurer du respect des textes en vigueur (code de l'environnement, code général des impôts et dispositions réglementaires complémentaires), de sécuriser la liquidation des redevances et de garantir l'application du principe d'égalité des redevables devant l'impôt, les agences de l'eau réalisent des contrôles des éléments déclarés.

Les contrôles sont mis en œuvre dans le respect des articles L.213-11 et suivants du code de l'environnement et de la procédure inter-agences qui porte sur la méthodologie de contrôle ainsi que sur la nature des pièces à contrôler, par type de redevance.

Un plan de contrôles établi par chaque agence de l'eau pour une période de 3 ans permet de garantir le respect de ces engagements. Ce plan précise les critères de sélection des établissements soumis au contrôle et définit, par redevance, le nombre de dossiers et le volume financier de redevance à contrôler afin d'atteindre les cibles annuelles fixées.

Chaque agence de l'eau rend compte annuellement des taux de contribuables et de montant de redevance contrôlés, par année d'activité. Le taux de contrôle définitif pour une année d'activité donnée est obtenu lorsque l'année de redevance est prescrite.

Indicateur R-2 Taux de redevances contrôlées (en montant) et de redevables contrôlés (en nombre)

L'indicateur a pour but de mesurer l'activité de contrôle au travers du montant de redevances contrôlé par année d'activité et au travers du nombre de redevables contrôlés.

CIBLE REDEVANCES

2019	2020	2021	2022	2023	2024
10	10	10	10	10	10

CIBLE REDEVABLES

2019	2020	2021	2022	2023	2024
2	2	2	2	2	2

Unité de mesure : Taux en %



PILOTAGE DE L'ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONS SUPPORT

La maîtrise des coûts continuera à être un objectif des agences de l'eau. Elles poursuivront leurs efforts de recherche d'efficacité, de sélectivité, de simplicité et de lisibilité des différents dispositifs d'aides mis en place. Par ailleurs, les objectifs d'optimisation de leurs moyens, en termes de dépenses propres de fonctionnement et de personnel, mais également de modernisation de leur fonctionnement, déjà largement engagés sur les six années passées, seront poursuivis sur la période 2019-2024.

Ainsi, afin de réussir la mise en œuvre de leurs objectifs avec les moyens dont elles seront pourvues, les agences de l'eau devront poursuivre et amplifier les démarches de mutualisation inter-agences et de dématérialisation, faire évoluer leur organisation et développer des collaborations avec d'autres institutions locales. Le plan d'action de mutualisation inter-agences validé à l'été 2018 est une réponse structurante et ambitieuse des agences de l'eau à cet objectif. Il sera décliné pendant six ans et mobilisera l'ensemble des personnels y travaillant. Une direction commune des systèmes d'information des agences de l'eau devrait notamment être créée. Enfin, les agences de l'eau devront veiller à améliorer leur communication et la valorisation des missions qu'elles exercent et actions qu'elles mènent.

OBJECTIF F-1

Appliquer une politique des ressources humaines responsable et adaptée aux enjeux de l'établissement et aux besoins des agents

Les agences de l'eau traversent une période de mutation importante, en raison de l'évolution de leurs priorités, du développement de la dématérialisation et de l'utilisation du numérique. En parallèle, elles apportent leur contribution à l'objectif national de baisse des effectifs publics. Les transformations actuelles nécessitent que chaque agence de l'eau renforce les moyens accordés à l'adéquation entre les compétences des agents et ces changements, notamment en adaptant sa politique de formation. Dans ce contexte, les agences de l'eau porteront également une attention particulière à la qualité de vie au travail et au suivi des risques psychosociaux.

OBJECTIF F-2

Renforcer l'efficacité de l'action publique par des mutualisations inter-agences des fonctions métiers et supports et davantage de simplifications de procédures

SOUS-OBJECTIF F-2.1

Mettre en œuvre le plan d'actions de mutualisations inter-agences validé en juillet 2018

Une démarche ambitieuse de mutualisation entre les 6 agences de l'eau a été lancée en juillet 2018 afin de renforcer l'efficacité de ces établissements et leur permettre de faire face à leurs priorités dans le respect des schémas d'emploi. Cette démarche vise à terme la rationalisation des activités et une plus grande résilience. Chaque agence prend sa part et pilote un ou plusieurs chantiers de mutualisation. Le mandat adopté pour chaque groupe technique fait l'objet d'une validation par les directeurs généraux. Chacun d'eux comporte une feuille de route avec des objectifs à atteindre.

Les agences de l'eau poursuivront par ailleurs leur participation au travail conduit pour optimiser la répartition des rôles entre les différents établissements publics (AFB/OFB, Conservatoire du littoral, ADEME...) et services de l'État intervenant dans le domaine de l'eau et de la biodiversité et renforcer les synergies d'actions concertées.

SOUS-OBJECTIF F-2.2

Investir dans le numérique pour offrir un service simplifié et dématérialisé au redevable ou demandeur et réduire le coût de traitement et de collecte

Les agences de l'eau se sont engagées dans le développement de la dématérialisation de leurs procédures, de manière à limiter les tâches à faible valeur ajoutée, éviter les risques liés à la multiplicité des outils informatiques et les risques de mauvaise retranscription des informations fiscales déclarées. La dématérialisation conduit à réinterroger les procédures, ce qui est également source de simplification pour les bénéficiaires.

Elles poursuivront les démarches engagées dans le cadre du programme interministériel de dématérialisation d'action publique 2022 (qui vise 100 % des démarches administratives dématérialisées d'ici 2022), en synergie avec les actions portées par le ministère de la transition écologique et solidaire.

Indicateur F-1 Nombre de jours de formation moyen par agent (formation continue des personnels de l'établissement)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'investissement mis par l'établissement pour former ses agents.

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
3	3	3	3	3	3

Unité de mesure : Nombre de jours par an

Indicateur F-2.1 Pourcentage d'avancement des chantiers de mutualisations inter-agences dont l'agence de l'eau a le pilotage

Cet indicateur mesure la progression des dispositifs de mutualisation dont l'agence de l'eau a la charge. La majorité des chantiers peuvent être déclinés en 5 phases :

- Phase 1 : étude préalable et mandat validé
- Phase 2 : état des lieux diagnostic et appropriation des résultats
- Phase 3 : validation des enjeux, des objectifs / élaboration et validation des scénarios
- Phase 4 : élaboration et validation du programme d'actions
- Phase 5 : projet en cours de mise en œuvre-suivi

Chaque chantier a néanmoins une durée différente et un niveau de complexité différent.

CIBLE ACHATS MUTUALISES

2019	2020	2021	2022	2023	2024
20	50	70	80	90	100

CIBLE SURVEILLANCE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
20	60	80	100	100	100

CIBLE DONNEES (AVEC ADOUR-GARONNE)

2019	2020	2021	2022	2023	2024
0	20	20	20	40	100

Unité de mesure : Taux en % par chantier

Indicateur F-2.2 Taux d'utilisation de la procédure dématérialisée de déclaration des redevances (hors redevance pour pollutions diffuses)

CIBLE

2019	2020	2021	2022	2023	2024
92	93	93	94	94	95

Unité de mesure : Taux en %

OBJECTIF F-3

Poursuivre et optimiser la maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'établissement

En tant qu'établissement public de l'État, les agences de l'eau participent aux efforts de maîtrise des dépenses publiques et à l'objectif de baisse de la pression fiscale.

En ce sens, elles attachent une importance particulière aux outils de suivi des dépenses courantes de fonctionnement comme d'investissement. La maîtrise de ces dépenses ainsi que de la masse salariale impose une bonne connaissance de leur contenu, une capacité d'anticipation et une attention soutenue aux possibilités de rationalisation des activités.

Par ailleurs, elles doivent veiller à optimiser leurs implantations immobilières ; en ce sens, la validation des schémas pluriannuels de stratégie immobilière est attendue.

Indicateur F-3 Pourcentage d'évolution du montant des dépenses de fonctionnement courant et de personnel

CIBLE					
2019	2020	2021	2022	2023	2024
0	-1,1	-0,8	-0,8	0	0

Unité de mesure : Taux en %
avec trajectoire pluriannuelle

OBJECTIF F-4

Piloter, anticiper et assurer un équilibre entre les recettes et les dépenses du programme

Les agences de l'eau perçoivent des redevances auprès des usagers, plafonnées annuellement par l'article 46 de la loi de finances pour 2012, qu'elles redistribuent sous forme d'aides. Les dépenses des agences de l'eau prévues sur la période 2019-2024 sont également plafonnées par grands domaines d'intervention par un arrêté interministériel.

Les 11^{es} programmes d'intervention des agences de l'eau ont été votés sur la base d'équilibres financiers prévisionnels. Les agences de l'eau veilleront au respect, pendant toute la durée du programme, de ces équilibres. Ce pilotage pluriannuel doit combiner une approche budgétaire annuelle et l'anticipation pluriannuelle grâce à des outils de prévision les plus fiables possibles.

Indicateur de suivi F-4 Taux d'évolution des restes à payer

Unité de mesure : Taux en %

OBJECTIF F-5

Développer des dispositifs de contrôle interne budgétaire opérationnels et efficaces

Les agences de l'eau se dotent d'outils leur permettant de mieux repérer et qualifier les risques afférents aux processus budgétaire et comptable. Sur la base d'une cartographie des risques partagée et actualisée chaque année et de la mise en œuvre d'un plan d'actions associé, des contrôles proportionnés peuvent alors être mis en place en ciblant mieux les fragilités, de manière à les corriger dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Indicateur F-5 Mise en place ou actualisation d'une cartographie des risques (O/N) d'un plan d'actions (O/N). Si oui, taux de risques non maîtrisés

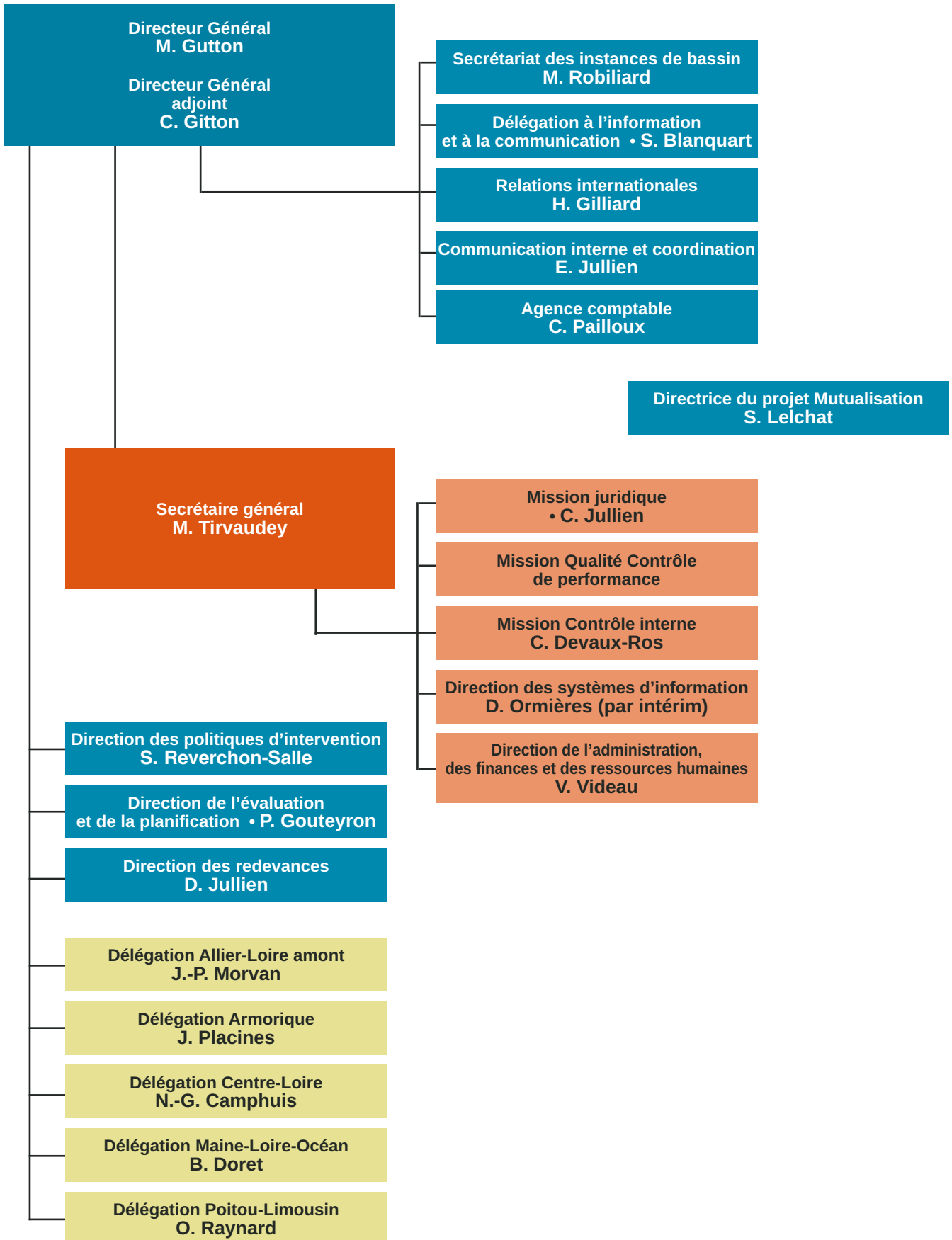
CIBLE CARTOGRAPHIE DES RISQUES					
2019	2020	2021	2022	2023	2024
N	O	O	O	O	O
CIBLE PLAN D' ACTIONS					
2019	2020	2021	2022	2023	2024
Non défini					

Unité de mesure : Oui/Non et Taux de risques en %

ANNEXES

ORGANIGRAMME DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE

au 1^{er} septembre 2019



ANNEXE B Tableau de synthèse des missions de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

MISSION	2019	2020	2021	2022
Gouvernance, planification et international				
Fonctionnement institutionnel				
DCE (Sdage, programme de mesures, districts internationaux)				
Élaboration et suivi des Sage				
Action internationale hors districts internationaux				
SOUS-TOTAL				
Connaissance (milieux, pressions)				
Réseaux de mesure et gestion des données				
Études générales, connaissance				
SOUS-TOTAL				
Pilotage et mise en œuvre des politiques d'intervention				
Pilotage des aides				
Animation pour la réalisation des politiques de gestion de l'eau				
Instruction et suivi des aides				
SOUS-TOTAL				
Redevances				
Définition des référentiels et gestion du rôle				
Instruction et recouvrement des redevances, contrôle et audit				
SOUS-TOTAL				
Pilotage de l'établissement et fonctions transverses				
Pilotage de l'établissement				
Budget, suivi financier et exécution comptable				
Affaires générales				
Information, communication, documentation				
GRH				
Informatique et systèmes d'information				
SOUS-TOTAL				
Autres				
Activités effectuées pour le compte des autres agences de l'eau dans le cadre de la mutualisation				
Solde des mises à disposition				
Solde des dispenses syndicales ou électives				
SOUS-TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

2023	2024	Description des activités
		Préparation des CA / CB, gestion des frais de déplacement des administrateurs, élaboration et diffusion des ordres du jour, des délibérations et des comptes-rendus ou procès-verbaux, mise sur l'internet des délibérations
		Y compris les groupes de travail nationaux ou internationaux et le rapportage national
		A l'exclusion des démarches d'animation et de gestion liées à l'attribution d'une aide
		Coopération décentralisée, jumelages, RIOB, etc.
		Production de données pression et milieux et valorisation interne et externe mais pas données SIG + Quid du temps passé sur les projets informatiques (gestion des données, mise à dispo des données à l'extérieur, etc.)?
		Activités de connaissance générale (bassin, méthodes, etc.) et de R&D pas territoriale
		Moyens fonctionnels dédiés: programmation, groupes de travail nationaux et locaux, conception des logiciels et des applicatifs informatiques de gestion des aides, définition des référentiels d'aides, management des équipes
		Animation spécifique aux mesures nationales de gestion de l'eau type contrats ERU avec les collectivités, contrats SUR, réunions de coordination avec les DRIRE sur les substances dangereuses. Toutes les autres activités d'animation transversales (par exemple participation aux MISE) ou territoriales (destinées à l'action 3) et de suivi des politiques contractuelles territoriales ou transversales
		Instruction technique, programmation, calcul et contrôles des aides, paiement : émission, liquidation, contentieux (y compris les entretiens avec les maîtres d'ouvrages, avant la décision d'attribution de l'aide)
		Moyens fonctionnels dédiés aux redevances, y compris les groupes de travail nationaux, la conception des logiciels dédiés et des applicatifs informatiques
		Préparation, interrogation, instruction technique, calcul et contrôles des redevances, émission, recouvrement, contentieux
		DG et DGA, secrétariat du DG et des DGA (à l'exclusion des chefs de services, délégués et directeurs dont l'activité est ventilée sur les missions auxquelles ils contribuent) + correspondants qualité + contrôle de gestion
		Elaboration et suivi du budget, gestion administrative des marchés publics, rapportage financier, gestion de la trésorerie, actions de l'agence comptable ne relevant pas des missions «Aides» et «Redevances»
		Comprend la logistique (entretien des locaux, chantiers immobiliers, réparations, matériels, fournitures, gestion du parc automobile, archivage, reprographie hors documents des CA et CB), l'accueil, l'expertise juridique
		Communication interne, grand public et institutionnelle, y compris les sites internet ou l'intranet, les actions auprès des jeunes. Les événements liés à la promotion d'une politique nationale ou territoriale sont rattachés aux missions «animation» de ces aides
		Paye, gestion du personnel, organisation de la formation, relations sociales
		L'ensemble des activités dans le domaine de l'informatique et de la bureautique, y compris le système d'information géographique, à l'exception de la conception des outils métiers aides et redevances, imputée sur ces activités
		Définir le périmètre et donner le détail en ETPT pour chaque activité (ex : Perception des redevances pour le compte des autres agences). Distinguer le temps passé pour la conception et le temps passé pour la gestion courante?
		MAD de personnels de l'agence - MAD auprès de l'agence de personnels extérieurs

domaine	objectif	sous-objectif	indicateur	nom	2019	2020	2021	2022	2023	2024
GOUVERNANCE, PLANIFICATION, INTERNATIONAL										
G-1	Faire vivre et renouveler les instruments de planification à l'échelle des grands bassins hydrographiques et des bassins versants pour progresser vers le bon état des masses d'eau									
G-1.1	Définir et porter les politiques et priorités d'actions partagées dans le cadre des Sdage et de leurs programmes de mesures 2022-2027									
				Respect des échéances d'élaboration du Sdage 2022-2027						cf. p. 30
G-1.2	Accompagner la déclinaison locale de ces politiques et priorités dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux - Sdage - et autres projets territoriaux									
G-1.2				Nombre de Sdage identifiés comme nécessaires dans les Sdage soumis pour avis au comité de bassin	+1	0	0			selon Sdage 2022-2027
G-2.1				Pourcentage des redevances affectées à l'aide internationale	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %
G-2.2				Population concernée par les opérations financées dans le cadre de la loi Oudin-Santini (en nombre d'habitants)	300 000	300 000	300 000	350 000	350 000	350 000
G-3	Sensibiliser et informer le public									
CONNAISSANCE (milieux, pressions)										
Mettre à disposition du public des données environnementales fiables										
C-1.1	Tenue à jour des données environnementales fiables, à disposition du public				oui	oui	oui	oui	oui	oui
C-1.2	Répondre aux demandes de données environnementales de l'année N ayant fait l'objet d'une réponse dans un délai d'un mois				100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
C-2	Contribuer à la surveillance de la qualité des eaux, y compris littorales									
C-2				Taux de stations du réseau de contrôle de surveillance (RCS) pour les eaux superficielles, en bon état ou en très bon état écologique						indicateur de suivi
C-3	S'assurer de la bonne connaissance des prélèvements d'eau et des rejets polluants dans le milieu naturel									
C-3.1	S'assurer de la bonne connaissance des prélèvements d'eau par usage									
C-3.1				Volumes annuels prélevés par usage (collectivités, industries hors EDF, EDF, agriculture)						indicateur de suivi
C-3.2	S'assurer de la bonne connaissance des rejets polluants dans le milieu naturel									
C-4	Accompagner l'acquisition des connaissances et le développement de solutions innovantes au service du bon fonctionnement des milieux									
PILOTAGE ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES D'INTERVENTION										
P-0	Accompagner l'adaptation des usages aux conséquences du changement climatique sur les ressources en eau et améliorer la résilience des écosystèmes									
P-0a				Pourcentage du programme consacré au changement climatique	> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %	> 33 %
P-0b				Montant engagé sur des solutions fondées sur la nature (en millions d'euros)	50	50	50	50	50	50
P-1	Réduire les pollutions diffuses en encourageant les pratiques les plus favorables à l'environnement									
P-1.1	Protéger et reconquérir la qualité des ressources en eau potable des captages d'eau dégradés									
P-1.1				Nombre de captages dits « prioritaires » identifiés dans le Sdage sur lesquels un financement est apporté par l'agence de l'eau pour la mise en œuvre d'un plan d'actions	155	165	175	185	195	210
P-1.2	Réduire les pollutions d'origine agricole en encourageant les pratiques agricoles les plus vertueuses d'un point de vue environnemental									
P-1.2a				Montant engagé pour des aides individuelles octroyées aux agriculteurs pour la mise en place d'agriculture biologique, de paiements pour services environnementaux et de mesures agro-environnementales et climatiques (en millions d'euros)	23,5	23	26	30,5	30,5	30,5
P-1.2b				Nombre de groupes « 30 000 » reconnus prévus par le plan Ecophyto aidés par l'agence de l'eau	30	60	60	60	60	60
P-1.2c				Pourcentage des 8 baies à algues couvertes par un contrat	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
P-2	Accompagner les territoires les plus fragiles dans la gestion de l'eau potable et de l'assainissement									
P-2a				Montant engagé sur le renouvellement des installations d'eau potable et d'assainissement auprès de collectivités situées au sein de zones de revitalisation rurale ou d'un zonage équivalent (solidarité urbain/rural) (en millions d'euros)						indicateur de suivi
P-2b				Nombre de contrats de progrès aidés par l'agence de l'eau						indicateur de suivi
P-3	Accompagner la préservation de la biodiversité et la restauration et préservation d'écosystèmes sains, résilients et fonctionnels									
P-3.1	Empêcher la dégradation et restaurer l'état des eaux, les fonctionnalités et la continuité des cours d'eau et des zones humides									

	indicateur national
	indicateur de contexte
	indicateur propre au bassin

P-3.2	Préserver des milieux naturels fonctionnels et riches en biodiversité								
P-3.3	Protéger les eaux littorales								
P-3.1a	Kilomètres de linéaire de cours d'eau avec restauration des fonctionnalités hydromorphologiques, aidés par l'agence de l'eau (km/an)	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
P-3.1b	Nombre d'ouvrages en liste 2 aidés pour être rendus franchissables (nombre d'ouvrages/an)	75	75	80	80	85	85	85	85
P-3.1c	Superficie de zones humides ayant bénéficié d'une aide de l'agence de l'eau au titre de leur entretien, restauration et acquisition (en ha)	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
P-3.3	Nombre d'expérimentations de dispositifs de récupération des macro déchets dans les systèmes de traitement d'eaux usées et d'eaux pluviales								indicateur de suivi
P-4 Reconquérir la qualité de l'eau en réduisant les pollutions ponctuelles									
P-4.1	Réduire les pollutions domestiques et assimilées par l'amélioration du fonctionnement des systèmes d'assainissement par temps de pluie								indicateur de suivi
P-4.1	Surfaces désimperméabilisées ou déracordées du réseau public d'assainissement								indicateur de suivi
P-4.2	Réduire les pollutions domestiques et assimilées pour atteindre le bon état des masses d'eau								
P-4.2	Nombre de stations de traitement des eaux usées aidées pour répondre aux objectifs environnementaux des Sdage ou à des objectifs liés à des usages sensibles (baignade, conchyliculture, production d'eau potable)	60	100	150	160	170	170	170	170
P-4.3	Réduire et éliminer les pollutions des activités économiques (hors agriculture), notamment les substances les plus toxiques								
P-4.3	Quantité de substances prioritaires et dangereuses issues des activités économiques, industrielles et artisanales, éliminée (kg/an)	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
P-5 Promouvoir une gestion quantitative durable et économe de la ressource en eau									
P-5a	Volumes d'eau économisés et substitués (tous usages) au travers des projets aidés par l'agence de l'eau								indicateur de suivi
P-5b	Nombre cumulé de projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) accompagnés par l'agence de l'eau	5	6	7	8	8	8	8	8
REDEVANCES									
R-1	Assurer les recettes de redevances dans le respect des prévisions annuelles votées dans le cadre des programmes d'intervention, du plafond inter-agences annuel fixé par la loi de finances et des cibles annuelles par agence de l'eau								
R-2	Assurer la perception des redevances en veillant au respect des textes et du principe d'égalité de traitement des redevables								
R-2	Taux de redevances contrôlées	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
R-2	Taux de redevables contrôlés	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %
PILOTAGE DE L'ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONS SUPPORT									
F-1	Appliquer une politique des ressources humaines responsable et adaptée aux enjeux de l'établissement et aux besoins des agents								
F-1	Nombre de jours de formation moyen par agent (formation continue des personnels de l'établissement)	3	3	3	3	3	3	3	3
F-2	Renforcer l'efficacité de l'action publique par des mutualisations inter-agences des fonctions métiers et supports et davantage de simplifications de procédures								
F-2.1	Mettre en œuvre le plan d'actions de mutualisations inter-agences validé en juillet 2018								
F-2.1	Pourcentage d'avancement des chantiers de mutualisations inter-agences dont l'agence de l'eau a le pilotage - 6 : achats	20	50	70	80	80	90	100	100
F-2.1	Pourcentage d'avancement des chantiers de mutualisations inter-agences dont l'agence de l'eau a le pilotage - 5 : surveillance	20	60	80	100	100	100	100	100
F-2.1	Pourcentage d'avancement des chantiers de mutualisations inter-agences dont l'agence de l'eau a le pilotage - 14 : données (avec AEOG)	0	20	20	20	20	40	100	100
F-2.2	Investir dans le numérique pour offrir un service simplifié et dématérialisé au redevable ou demandeur et réduire le coût de traitement et de collecte								
F-2.2	Taux d'utilisation de la procédure dématérialisée de déclaration des redevances (hors redevance pour pollutions diffuses)	92	93	93	94	94	94	95	95
F-3	Poursuivre et optimiser la maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'établissement								
F-3	Pourcentage d'évolution du montant des dépenses de fonctionnement courant et de personnel	0	-1,1	-0,8	-0,8	0	0	0	0
F-4	Piloter, anticiper et assurer un équilibre entre les recettes et les dépenses du programme								
F-4	Taux d'évolution des restes à payer								indicateur de suivi
F-5	Développer des dispositifs de contrôle interne budgétaire opérationnels et efficaces								
F-5	Mise en place ou actualisation d'une cartographie des risques	non	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
F-5	Mise en place ou actualisation d'un plan d'actions. Si oui, taux de risques non maîtrisés	non défini	non défini	non défini	non défini	non défini	non défini	non défini	non défini

GLOSSAIRE

AE : autorisation d'engagement	ETP : équivalent temps plein	PAC : politique agricole commune
AFB : agence française pour la biodiversité (anciennement ONEMA, PNF, AMP et GIP ATEN)	ETPT : équivalent temps plein travaillé	PANANC : plan national d'assainissement non collectif
ASTER : assistance technique à l'entretien de la rivière	FEADER : fonds européen agricole pour le développement rural	PAOT : plan d'actions opérationnel et territorial
BI : budget initial	GEMAPI : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	PdM : programme de mesures
BRGM : bureau de recherches géologiques et minières	GRH : gestion ressources humaines	PDRR : programme de développement rural régional
BV : bassin versant	IFREMER : institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	PDRH : programme de développement rural hexagonal
CELRL : conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	LEMA : loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006	PNACC : plan national d'adaptation au changement climatique
CTGQ : contrats territoriaux de gestion quantitative	LOLF : loi organique relative aux lois de finances du 1 ^{er} août 2001	PPC : périmètre de protection de captages
CVM : chlorure de vinyle monomère	MAEC : mesures agro-environnementales et climatiques	PSE : paiement pour services environnementaux
DCE : directive cadre sur l'eau	MAET : mesure agro-environnementales territoriales	PVC : polychlorure de vinyle
DCO : demande chimique en oxygène	MAPTAM : loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles	RCS : réseau de contrôle de surveillance
DCSMM : directive cadre stratégie milieu marin	MEA : masses d'eau artificielles	RIOB : réseau international des organismes de bassin
DDT(M) : direction départementale des territoires (et de la mer)	MEFM : masses d'eau fortement modifiées	RPS : risques psychosociaux
DEB : direction de l'eau et de la biodiversité	MISEN : mission inter-services de l'eau et de la nature	SAFER : société d'aménagement foncier et d'établissement rural
DERU : directive eaux résiduaires urbaines	MTES : ministère de la transition écologique et solidaire	SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage)
DM : décision modificative	Naïades : banque nationale de données gérée par l'AFB sur les cours d'eau et plans d'eau (anciennement OSUR)	SCAP : stratégie nationale de création d'aires protégées
DREAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement	NOTRe : loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République	SCOT : schéma de cohérence territoriale
Ecophyto : plan avec pour objectif de réduire l'usage des pesticides	OFB : office français de la biodiversité (fusion de l'AFB et l'ONCFS)	SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage)
EH : équivalent habitant	OIEau : office international de l'eau	SNDE : schéma national des données sur l'eau
EPCI : établissement public de coopération intercommunale	ONCFS : office national de la chasse et de la faune sauvage	SRR : suivi régulier des rejets
EPMP : établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du marais poitevin	ONG : organisation non gouvernementale	STB : secrétariat technique de bassin
EPTB : établissement public territorial de bassin		TEN : territoire engagé pour la nature
ERU : eaux résiduaires urbaines		ZRR : zone de revitalisation rurale

Conception : agence de l'eau Rhin-Meuse ; Réalisation : Agence de l'eau Loire-Bretagne
 Crédits photos : J.-L. Aubert ; E. Bouju ; C. Brochier ; Terra

Agence de l'eau Loire-Bretagne
9 avenue Buffon - CS 36339
45063 ORLÉANS CEDEX 2

Tél. 02 38 51 73 73
contact@eau-loire-bretagne.fr

Suivez l'actualité
de l'agence de l'eau Loire-Bretagne :

agence.eau-loire-bretagne.fr    



Établissement public de l'État